

AVENIRS

LE DEVOIR. LE MARDI 19 MARS 1996

Champigny
présente
ANALEKTA BAROQUE
22 disques à prix spécial jusqu'au 19 MARS 1996

ÉDUCATION

Désarroi pédagogique

Que faire avec des élèves qui ne veulent rien entendre?

Jusqu'à 16 ans, la fréquentation de l'école s'insère obligatoirement dans l'apprentissage de notre vie sociale, et les pitiétés sont toujours choses courantes; la bonne et la mauvaise humeur se manifestent de différentes façons, de même que le salut au printemps que nous vivons ces jours-ci. Il revient cependant à l'enseignant d'en «doser» les manifestations, de s'adapter aux circonstances, de laisser passer ou non.

Que faire avec des élèves qui, malgré la tolérance, ne contrôlent ni leur impulsivité ni leur agressivité, récidivent, ne veulent rien entendre, n'ont aucun intérêt pour l'école, perturbent la classe, sont des «leaders négatifs» et sont même violents?

Depuis la fin des années 1960, une ère de permissivité s'est installée dans les écoles du Québec. Elle accompagne l'éclosion de tout le mouvement coopératif dont les idées remontent à Célestin Freinet qui a développé sa pédagogie, à Saint-Paul-de-Vence, durant les années 1920 et du mouvement alternatif aux États-Unis, élaboré durant cette même décennie et qui s'est poursuivi dans les années 1930 et 1940.

Ces pédagogies ne sont plus à questionner puisque l'on connaît leur importance sur le plan de l'autonomie des enfants, leur efficacité pour le développement psychosocial et leur pertinence concernant l'apprentissage par projet. Toutefois, ces pédagogies demandent un encadrement spécifique, et surtout un suivi rigoureux de la part des enseignants: on ne peut épouser ces façons de penser sans que l'école les propose et les soutienne.

Il en résulte donc que la majorité des écoles vivent entre deux pédagogies — la traditionnelle et la coopérative — et que, piegées, elles doivent sanctionner plus fréquemment qu'elles ne le devraient.

Quand un enfant perturbe la classe, est insolent ou impoli, il faut, dans un premier temps, se demander si l'approche pédagogique est mal appliquée ou si l'on ne pourrait pas susciter son intérêt autrement, car le désarroi pédagogique n° 1 du maître demeure la sanction. L'isolement dans la salle de réflexion de l'école, la retenue (tôt le matin) et l'expulsion temporaire de l'école (de trois jours) avec un retour de l'enfant accompagné de ses parents sont pour l'instant les sanctions les plus courantes.

La loi de l'Instruction publique (art. 78) autorise le Conseil d'orientation de l'école à prévoir des sanctions disciplinaires dans le règlement de l'école, mais elle réserve à la commission scolaire les sanctions que sont l'expulsion de l'école et les punitions corporelles. Dans ce dernier cas, les punitions corporelles ne sont plus administrées parce que tombées en désuétude.

Au siècle dernier et jusqu'en 1960, la sanction corporelle faisait partie des moeurs. Mes collègues Benoît Gendreau et Guy Allard ont respectivement étudié cette question dans leur thèse de doctorat, toutes deux défendues à l'Université Paris VII. La règle, la courtoisie (la *strap*) et les positions inconfortables étaient les sévices les plus courants. À partir de 1964, les sanctions corporelles ont diminué et depuis 1970, si elles sont administrées, elles le sont très discrètement.

Les mentalités ont changé plus que les lois. Parallèlement à l'école active, des programmes (inspirés largement de la psychologie behavioriste) ont été développés. Autorité et punition étant malgré tout (et secrètement) des notions encore reliées, il a fallu concevoir des ouvrages pédagogiques sur la gestion de classe pour pouvoir éviter de recourir aux sanctions. Il est vrai qu'une bonne gestion de classe permet, comme le démontre Thérèse Nault (Éditions Logiques), de se donner la liberté d'enseigner. Quant à Jean-Pierre Legault (à la même maison d'édition), il parle de gestion disciplinaire de la classe, en proposant des plans d'interventions partagés avec l'élève. Mais ces mesures suffisent-elles toujours?

Dans un mémoire bien reçu aux états généraux sur l'Éducation, les Centres de jeunesse de Montréal, après avoir fait un bilan de la situation des enfants en difficulté d'adaptation — et du même coup nous avoir informés de ces 12 établissements francophones voient 5000 jeunes par jour — maintiennent leur objectif de prévenir ou de réduire l'inadaptation des enfants, des jeunes, des mères en difficulté et de leur famille dans un but d'éviter «l'exclusion rapide du système scolaire régulier» et la marginalisation qui sont le lot de trop de jeunes.

Selon le mémoire, l'organisme veut, de concert avec les services scolaires, développer des approches nouvelles et novatrices, accroître le rôle prépondérant des parents dans toutes les décisions qui concernent leur enfant et garder les jeunes dans leur milieu naturel et leur école de quartier. L'action proposée: dépistage, concertation (monde des affaires et organismes communautaires) et simplification de la gestion entre les ministères.

Selon Douet (dans Houssaye, *La pédagogie: une encyclopédie pour aujourd'hui*, ESF éditeur), dans les situations difficiles, «on peut faire preuve d'autorité sans jamais punir. (...) C'est une autorité ferme, mais non excessive et compréhensive, qui paraît le mieux à même d'introduire les limites et permettre l'intériorisation des règles.»

Malgré les actions impératives préconisées, la pédagogie la plus alternative — québécoise, américaine, européenne — et la filiation la plus étroite laisseront toujours ouverte la question de la sanction, douloureuse et inélectable.

Louise Julien est professeure au département des sciences de l'éducation de l'UQAM.

Des diplômés avec ou sans travail

Le nombre d'emplois est à la baisse pour les diplômés mais les détenteurs d'une maîtrise font mieux que les bacheliers

CAROLINE MONTPÉPETIT
LE DEVOIR

Étudier, pour quoi faire? C'est une interrogation qui revient sans cesse dans la bouche d'une génération qui n'a eu que crises économiques comme toiles de fond de son cheminement professionnel.

À une époque où on déclare sans ambages qu'il n'y aura bientôt plus d'emplois pour qui n'a pas de 5^e secondaire, la lecture du dernier rapport des Publications du Québec sur le marché du travail en 1994 soulève d'autres inquiétudes. Le nombre d'emplois est clairement à la baisse, pour les diplômés comme pour les autres travailleurs, bien que les détenteurs d'une maîtrise croquent toujours une meilleure part de gâteau que les bacheliers.

L'ouvrage *Qu'advient-il des diplômés des universités? La promotion de 1992* prend entre autres la mesure de l'emploi idéal. «C'est la recherche d'un emploi où on sera capable de démontrer sa valeur, de mettre en application les connaissances acquises au cours de sa formation, tout en ayant une relative sécurité d'emploi et une rémunération proportionnelle à un emploi à temps plein», écrit Marc Audet, l'auteur de l'ouvrage.

C'est l'emploi permanent, à temps plein, lié au domaine d'études. À cet égard, les statistiques sur le placement universitaire sont navrantes. Adieu vaches, cochons, couvées... Si l'on compare l'atteinte de cet objectif par les bacheliers de 1982 à 1994, on constate que 59,9 % des bacheliers atteignent cet objectif en 1982, contre seulement, 38,9% en 1994. «Chez les titulaires d'une maîtrise, l'écart entre le taux de 1982 et celui de 1994 est du même ordre», écrit M. Audet, qui dresse par ailleurs un rapport complet du placement dans toutes les disciplines enseignées à l'université au Québec.

Si l'on analyse les emplois occupés par les diplômés en 1994, selon les professions, on constate que ce sont les secteurs liés à l'administration et à la gestion, ainsi qu'aux sciences et aux techniques qui emploient le plus grand nombre de diplômés, tant au niveau du baccalauréat qu'au niveau de la maîtrise. Ces professions offrent le plus d'emplois réguliers et à temps plein au diplômés de toutes formations. À l'inverse, les professions où on place le moins d'étudiants sont les domaines artistiques et littéraires, et ceux des services personnels.

Cependant, chez les bacheliers, les enseignants trouvent davantage d'emplois (sans être réguliers ni à temps plein) dans leur secteur de formation. Même constat à la maîtrise chez les travailleurs spécialisés en science sociale, qui sont aussi mieux employés dans leur secteur d'études. Bref, selon les domaines de l'enseignement et de la santé, qui offraient, en 1994, le plus grand nombre d'emplois liés au domaine d'études. Mais rappelons

que, virage ambulatoire aidant, cette situation dans le domaine de la santé peut s'être déjà modifiée à la baisse depuis 1994.

Satisfaction

Qu'à cela ne tienne! Les conditions de travail ne semblent pas être, à la lecture de l'étude, le principal indice de satisfaction par rapport à l'emploi. À preuve: «les bacheliers affichent un taux élevé de satisfaction quant à leur emploi puisque 86,7 % se disent satisfaits à cet égard», écrit M. Audet. Cependant, la proportion des personnes satisfaites diminue passablement lorsque l'emploi qu'elles occupent n'est pas lié au domaine d'études. Le rapport souligne l'importance de travailler dans son secteur d'études. En effet, pas moins de 94,1% des diplômés travaillant dans leur secteur d'études sont satisfaits de leur emploi. Chez les détenteurs d'une maîtrise, le taux de satisfaction général par rapport à l'emploi occupé est de 92,5%.

Pour ce qui est de la période moyenne de chômage au sortir des études, elle s'allonge graduellement depuis quelques années. Pour les titulaires d'un baccalauréat, le chômage moyen après les études était de 20 semaines contre 21 semaines pour les diplômés de deuxième cycle. Dans les deux cas, les hommes chôment désormais plus longtemps que les femmes. Les bacheliers sont aussi de plus en plus appelés à s'expatrier à la fin de leurs études, tandis que la mobilité des diplômés de deuxième cycle est demeurée stable depuis 1992.

Pour ce qui est des facteurs de réussite dans la recherche d'un em-

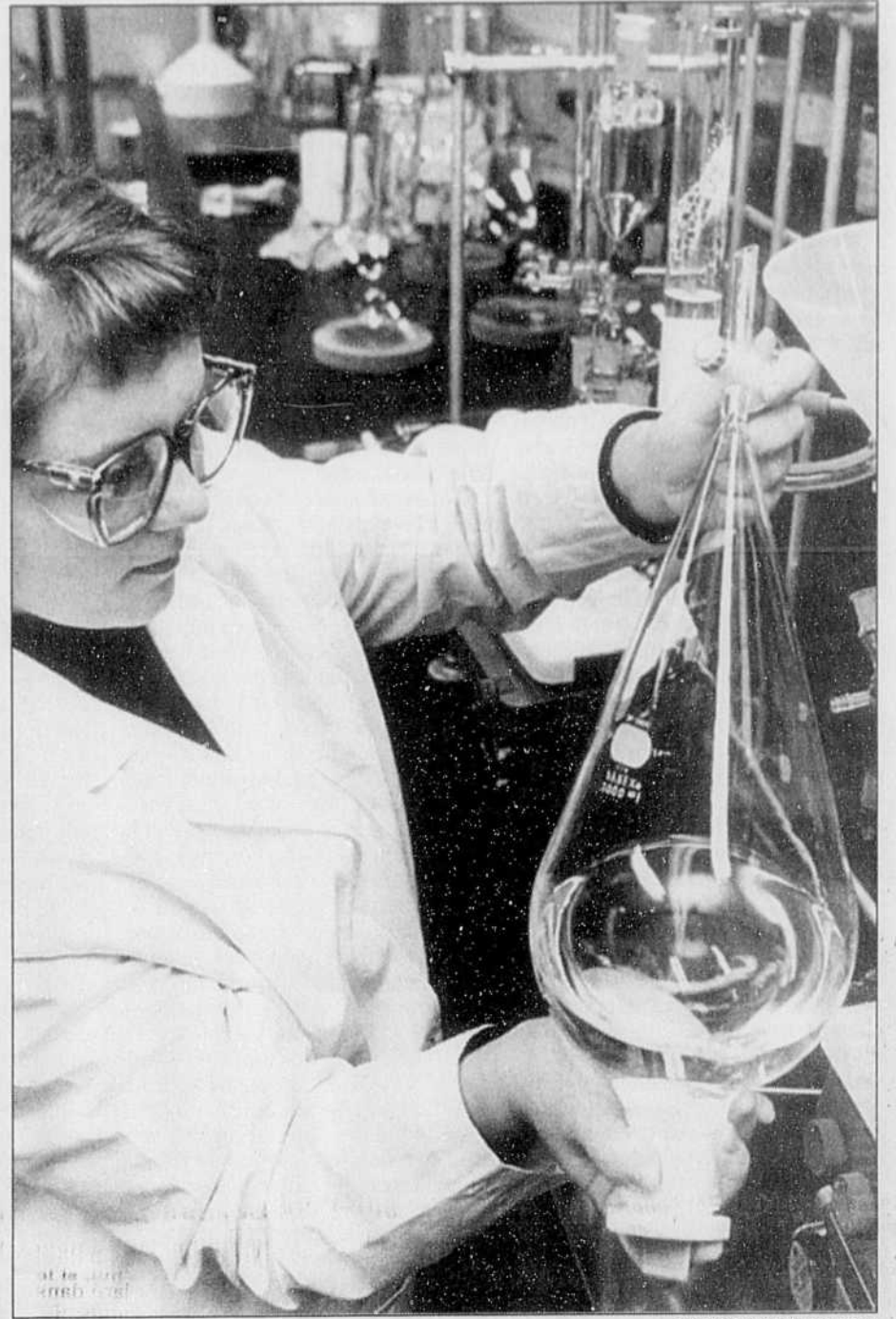


PHOTO JACQUES NADEAU

Les secteurs des sciences physiques, biologiques et agronomiques, comme des mathématiques, de l'informatique, de l'architecture et de l'ingénierie, ont, avec le secteur de l'administration et de la gestion, employé le plus grand nombre de diplômés des universités, du baccalauréat comme de la maîtrise, en 1994.

Mai tout n'est pas perdu, pas du moins au point de baisser les bras devant la perspective d'obtenir un diplôme universitaire. Selon les statistiques de 1994, 81,7% des bacheliers et bacheliers de 1992 occupaient un emploi à temps plein en 1994. Pour ce qui sont des emplois liés au domaine d'études, ils occupent 76,5% des bacheliers et bacheliers de la promotion de 1992. Les emplois permanents, les plus rares, constituaient, en 1994, 65,8% des postes occupés par des titulaires d'un baccalauréat de 1992. Son de cloche légèrement plus positif chez les détenteurs d'une maîtrise, les pourcentages d'emplois à temps plein, liés au domaine d'études, et permanents sont respectivement de 86,5%, 87,2% et de 67,1%.

ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ÉDUCATION

Des discussions sur une base régionale

Forums, conférences et ateliers ont débuté en fin de semaine dernière

LE DEVOIR ET PC

Les assises régionales des états généraux sur l'Éducation, qui constituent la deuxième phase de ce grand exercice démocratique, ont véritablement pris leur envol en fin de semaine alors que dans plusieurs villes du Québec commençait une série de forums, de conférences et d'ateliers de discussion portant sur la première phase des états généraux.

Après avoir publié en janvier dernier le document *Exposé de la situation*, qui résumait les audiences nationales de l'année dernière, la commission des états généraux a maintenant passé le relais à des «sous-commissions» implantées dans chaque région du Québec, qui organisent localement leurs propres états généraux.

Le but de cette deuxième phase régionalisée, qui se terminera fin avril ou début mai, est de répondre aux multiples questions soulevées dans l'*Exposé de la situation*.

Ainsi, les régions de Nicolet et de Drummondville ont pu cette fin de semaine étudier les questions mises de l'avant par la Commission des états généraux.

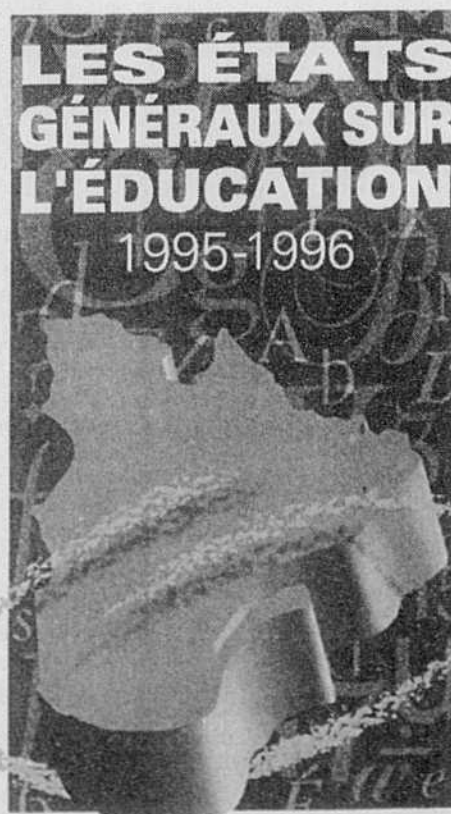
Samedi, plus de 200 participants se sont rendus à l'École secondaire Jean-Nicolet afin de discuter des grandes orientations et des changements à apporter au

système d'éducation. Bien sûr, de nombreux enseignants et professionnels du milieu scolaire ont pris part au débat, mais il y avait là des intervenants d'autres milieux, notamment ceux de la culture, des affaires, de l'agriculture et du monde municipal. Plusieurs parents se sont joints aux discussions.

C'est principalement lorsqu'il a été question de mission éducative, d'accessibilité, de qualité, de curriculum d'études et de dynamique pédagogique que les principaux concernés en avaient long à dire.

Les participants se sont entendus sur la nécessité d'inclure le verbe «éduquer» parmi les principales missions de l'établissement scolaire. Instruire et socialiser n'étant, selon certains, que des termes qu'il conviendrait de préciser davantage.

On mise beaucoup sur la qualité de la relation maître-élève afin que puisse s'améliorer le processus éducatif. À ce propos, il a été suggéré, par exemple, que le ratio de la maternelle soit réduit à un maximum de 15 élèves par enseignant. On a également réaffirmé le rôle prépondérant que doivent jouer les parents, en plus d'insister sur le fait que l'école doit aller chercher les parents, les racrocher à la réalité scolaire, notamment en recréant un contrat de collaboration famille-école.



La coprésidente de la Commission des États généraux sur l'éducation, Mme Lucie Demers, a de nouveau

écouté ce qu'avaient à dire les participants. «La dynamique est complètement différente. Lors des audiences, les gens venaient, déposaient leur mémoire, puis repartaient. Ici, il y avait une discussion sur des questions assez pointues et ça donne une nouvelle perspective», a-t-elle expliqué.

La présidente du Conseil régional de la culture-Mauricie-Bois-Francs et vice-présidente du comité régional des États généraux, Mme Thérèse Domingue, s'est réjouie de voir cette participation massive d'intervenants de différents milieux.

«Je trouve ça bien de voir que d'autres gens viennent dire, viennent redire l'importance d'une commission en matière d'éducation.»

La semaine prochaine, ce sera au tour de Trois-Rivières, et par la suite de Victoriaville de tenir des assises régionales pour discuter du rapport de la commission.

Dans la région de Montréal se tiendront également différents forums la fin de semaine prochaine. En parallèle aux activités du comité organisateur local se tient demain soir (mercredi) à l'Université Concordia un grand forum de discussion sur les états généraux de l'Éducation, forum présidé par le juge Allan B. Gold, et auquel participera l'ex-ministre libéral Claude Ryan.

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

XXM	TSE-300	DOW JONES	S CAN	OR
+7.30	+6.79	+98.63	+0.26	-0.50
2427.74	4960.41	5683.60	73.58	395.70

Un objectif ambitieux mais «pas excessif»

La France veut devenir le premier partenaire européen du Canada

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — D'ici l'an 2000, la France veut rejoindre la Grande-Bretagne au premier rang des partenaires européens du Canada et porter à 2,5 % sa part dans les importations canadiennes.

Cet objectif ambitieux mais «pas excessif», le ministre français délégué aux Finances et au Commerce extérieur, Yves Galland, compte en faire la promotion au cours de la visite qu'il effectuera la semaine prochaine au Canada. M. Galland se rendra successivement à Ottawa, Montréal et Toronto (lundi, mardi et mercredi) pour relancer les échanges commerciaux franco-canadiens dont il déplore le niveau «anormalement bas», voire «miserable».

«Il ne faut pas peindre la réalité en rose cosmétique, lance le ministre. Il est tout à fait anormal que la part de marché de la France au Canada ne soit que de 1,4 %. Nos échanges sont nettement insuffisants compte tenu du potentiel qu'ils offrent et du caractère privilégié de nos relations. Nous devrions être premiers en Europe, ex aequo avec les Britanniques.»

M. Galland veut donc s'attaquer pendant son séjour à certains «problèmes a priori» et encourager une «prise de conscience». Dans cet esprit, il compte relancer le dossier du TGV Québec-Windor, véritable serpent de mer auquel il croit toutefois. «Je vais entrer dans le vif du sujet et dénoncer certains blocages», a-t-il promis.

En ce moment, la France est le neuvième fournisseur mondial du Canada et le quatrième européen derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie. Elle est la deuxième partenaire du Québec (derrière les États-Unis) mais «sa présence demeure beaucoup trop faible en Ontario et dans les autres provinces», note le ministre. Dans ce contexte,

c'est en Ontario que le potentiel de développement apparaît le plus important, admet-on au ministère français des Finances et de l'Économie.

Le ministre Galland souligne cependant que son «objectif est de développer les échanges avec le Québec et l'Ontario». Le ministre connaît bien la situation politique intérieure canadienne et les susceptibilités de chacun. Il faut dire qu'il possède de bonnes sources d'informations: M. Galland entretient des liens personnels avec le premier ministre Chrétien et est un «grand ami» de Lucien Bouchard. Il ne risque donc pas de se laisser entraîner dans le débat sur l'avenir du Canada, sauf pour dire que rien ne menace les investissements français. «Ce n'est pas de sitôt, résume-t-il, que le Canada deviendra une zone sinistrée.»

Un évident souci d'équilibre a présidé à la préparation de son programme. M. Galland passera une journée entière à Ottawa, une autre à Montréal et une demi-journée à Toronto. Il sera reçu par les premiers ministres canadiens, québécois et ontarien. Au Québec, il aura aussi des entretiens avec les ministres Simard, Landry et Dionne-Marsolais. Le ministre sera accompagné d'une dizaine de responsables de grandes entreprises françaises comme Eurocopter, Electricité de France (qui s'intéresse à la privatisation d'Hydro-Québec), Bio-Gaz, Gec-Alsthom et Alcatel.

L'an dernier, après dix années de surplus, la France a connu son premier déficit commercial avec le Canada. Ses importations du Canada se sont chiffrées, selon les statistiques du ministère français des Finances, à 10,45 milliards de francs (2,8 milliards \$ CAN) et ses exportations à 9,37 milliards de francs (2,5 milliards \$). L'achat de matériel roulant produit par Bombardier pour le tunnel sous la manche est en bonne partie responsable de ce retournement.

Le président de la Scotia croit à la reprise au Mexique

LE DEVOIR

Pour le président du conseil et chef de la direction de la Banque Scotia, qui vient de prendre une participation dans Grupo Financiero Inverlat — quatrième firme de services financiers au Mexique — la reprise économique est en bonne voie au Mexique.

Selon Peter C. Godsoe, le Canada aura un rôle spécial à jouer dans l'avenir du Mexique, en raison de l'ALENA. Il a rappelé que «les motivations du Canada dans l'ALENA étaient alors largement défensives — nous ne voulions pas que les États-Unis développent une structure commerciale de type trop centralisateur avec eux au centre et le Canada, le Mexique et d'autres pays signataires à la périphé-

rie. De la même façon, le Mexique a soutenu le Canada dans ses efforts pour acquérir un pouvoir de négociation au cours des pourparlers.»

Un secteur financier fort et sain est un élément clé dans la poursuite de la relance économique du Mexique. «Il est pour moi évident que le gouvernement mexicain l'a très bien compris, a ajouté M. Godsoe, lors de son allocution de samedi devant l'Association des banquiers mexicains. Voilà pourquoi des mesures décisives sont prises pour veiller à ce qu'il y ait un système de réglementation fort, pour veiller à ce que les institutions mexicaines soient bien capitalisées et puissent régler les problèmes de crédit de façon organisée (...) et pour veiller à maintenir la confiance dans le système.»

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Tout en livrant un long plaidoyer en faveur de l'unité canadienne, le président et chef de la direction de Northern Telecom, Jean Monty, a consacré le gros de son discours à la transformation de l'entreprise en une société axée sur la connaissance. Répliquant aux critiques qui lui ont, maintes fois dans le passé, reproché de transférer ses activités de fabrication à l'extérieur du Canada, M. Monty n'a pas été sans chiffrer l'importante contribution de Nortel à l'économie canadienne.

L'an dernier, Nortel a réalisé des produits d'exploitation de 14 milliards de dollars, le gros du chiffre d'affaires étant réalisé aux États-Unis. En fait, la part du Canada se situe à 11 % seulement. «C'est pourtant ici que se trouvent les tiers de nos employés et à peu près la moitié de nos activités en recherche et développement. Plusieurs établissements canadiens sont responsables de produits à l'échelle mondiale et le Canada abrite notre siège social.»

Une pluie de critiques, des plus acerbes, s'était abattue sur Nortel l'an dernier, au moment où la filiale de BCE annonçait sa décision de fermer son usine de Brampton, pièce maîtresse de la restructuration de ses installations en Ontario, provoquant l'élimination de 600 emplois et le transfert de 1100 autres à son usine de Brockville.

En éliminant la section fabrication de cette usine qui, traditionnellement, était l'endroit où l'on produisait l'équipement de télécommunications le plus avant-gardiste, tournait une autre page de son histoire au Canada. Et Nortel venait à peine de compléter la fermeture de ses installations à London, touchant 1200 travailleurs cette fois, et la vente de ses usines d'Amherst, de Winnipeg, de Saskatoon et de Montréal.

Aide gouvernementale

Pour le syndicat des TCA, le message était clair: Northern Telecom exportait ses emplois ailleurs dans le monde. «Au cours de la décennie l'an dernier, 1,25 milliard du gouvernement canadien en crédits fiscaux de R-D, en aide financière à l'exportation et autres subventions, avait soulevé Buzz Hargrove, qui accusait Nortel de n'avoir eu de cesse de transférer ses activités de fabrication dans le sud des États-Unis et outre-mer.

Dans son discours présenté hier devant les membres du Cercle canadien de Montréal, Jean Monty, a préféré parler d'un virage, d'une réorientation et de la transformation de Nortel en une société axée non

plus sur la fabrication mais sur la connaissance. «Durant nos trois années de réorientation, nous avons embauché près de 4800 nouveaux employés au Canada, de sorte que notre effectif canadien se situe autour de 21 300 personnes, soit presque autant qu'avant la restructuration de 1993. Notre personnel de fabrication a diminué, mais nous embauchons des centaines de professionnels et de travailleurs du savoir. Il s'agit de spécialistes tels que des ingénieurs programmeurs, des concepteurs de produits et des professionnels de la finance et du marketing.»

En 1993, Northern avait ébranlé un peu tout le monde en annonçant un vaste plan de compressions des dépenses devant coûter l'emploi à 5200 personnes, dont 2000 au Canada, et la comptabilisation d'une perte de 884 millions dans le but de refléter l'effet de cette restructuration.

«En fait, nous avons cédé pour plus de 2,5 milliards d'actif, essentiellement au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada. Puis nous avons utilisé ces fonds pour investir dans les créneaux porteurs et pour redresser notre situation financière», a renchéri M. Monty.

Le président a rappelé qu'en 1995 seulement, «nous avons consacré 14,8 % de nos produits d'exploitation à la R-D, soit 2,2 milliards. Les nouveaux investissements ont essentiellement portés sur les réseaux sans fil, les réseaux d'entreprise et les réseaux à très large bande.»

Quant à la contribution du géant des télécommunications à l'économie canadienne, M. Monty n'a pas été sans rappeler que «depuis trois ans, nos dépenses en immobilisations au Canada se chiffrent à 650 millions. En 1995, elles représentaient 31 % de notre total mondial. Pour leur part, nos exportations canadiennes ont presque triplé en cinq ans, passant de 1,4 milliard à 3,7 milliards.» A la liste des contributions positives viennent s'ajouter le fait que l'entreprise effectue, au Canada, le cinquième de sa R-D industrielle, qu'elle verse plus de 1,5 milliard \$ à quelque 5000 fournisseurs canadiens, et qu'elle a, au cours des dix dernières années, donné naissance à 55 entreprises de pointe dans le secteur de la haute technologie canadienne.

Au Québec? «Nortel compte plus de 3400 employés et près de 20 % de nos activités de fabrication canadiennes s'effectuent dans la province. En 1995, nous avons consacré près de 80 millions \$ à nos activités de R-D au Québec.» M. Monty a

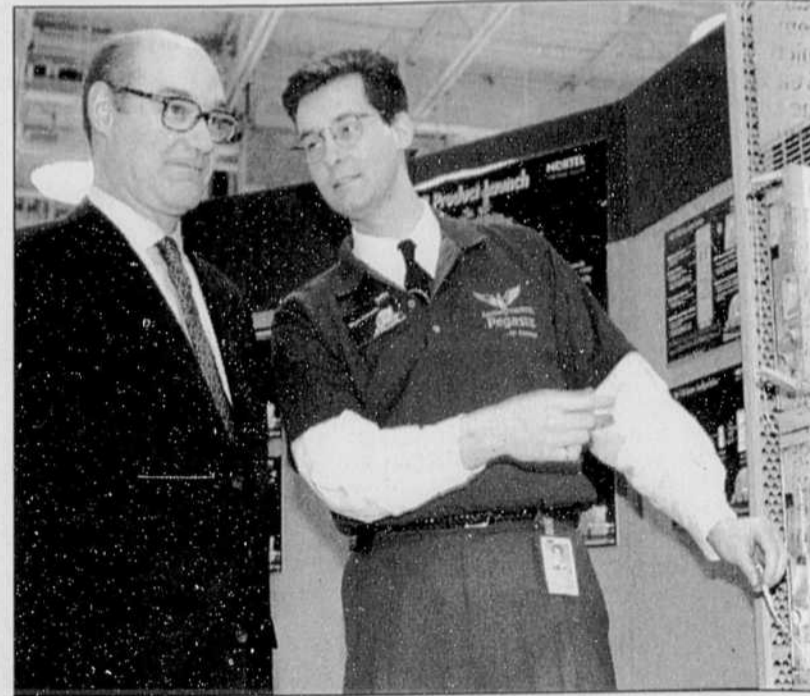


PHOTO CNW
Avant son discours, Jean C. Monty, président et chef de la direction de Northern Telecom (Nortel) (à gauche), a félicité, par l'intermédiaire du directeur de projet Martin Desroches, les employés de l'usine de Saint-Laurent affectés au développement et à la fabrication de l'équipement de télécommunication OC-192, destiné aux futures infonoutes.

souligné également que l'entreprise qu'il dirige, en écoulant plus de 90 % de la production québécoise à l'extérieur de la province, contribue pour plus de 1 milliard \$ par année à l'excédent commercial du Québec. Et «tous les ans, nous rapportons environ 650 millions à l'économie québécoise en salaires et avantages sociaux, en impôts, en investissements en immobilisations et en achats auprès de 1700 fournisseurs.»

Partisan du «fédéralisme évolutif», Jean Monty n'a pas été sans compléter son allocution par un appel à l'unité canadienne. Tout en plaidant pour l'imposition d'un long moratoire sur la tenue d'un autre référendum, il a été plus loin lors d'une rencontre de presse en disant ne pas voir de besoin à intégrer dans la constitution canadienne une clause reconnaissant le caractère distinct du Québec. «Je suis à la fois Québécois et Canadien, et fier de l'être. Je n'ai pas besoin d'une clause de société distincte pour me rappeler que je le suis», a-t-il fait valoir.

Opinion personnelle

M. Monty a pris soin d'ajouter qu'il exprimait, ici, une opinion personnelle, et que cela ne signifiait pas nécessairement qu'il était inopérant pour le premier ministre canadien, Jean Chrétien, de faire reconnaître cette clause de société distincte par le biais d'une loi à la Chambre

des communes. «Si lui, en tant que premier ministre canadien, pense que c'est essentiel (reconnaître le caractère distinct du Québec), j'en suis. Ce que je dis, c'est que ce n'est pas essentiel pour moi.» Pour lui, une certaine décentralisation des pouvoirs vers les provinces au Canada paraît bien plus importante qu'une clause de société distincte.

Reprenant par ailleurs une idée déjà entendue de la bouche du président de Bombardier, Laurent Beaudoin, M. Monty a aussi dit croire qu'un Québec indépendant serait trop petit pour faire face avec succès aux bouleversements économiques mondiaux.

«Les Canadiens auront plus de prise sur leur avenir dans le cadre d'une fédération de 30 millions d'habitants qu'à l'intérieur d'États séparés occupés à redéfinir leurs relations nationales et internationales. Qu'il s'agisse du Québec, de Terre-Neuve, de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique, chaque province est trop petite pour combler les rêves et les aspirations de ses habitants.»

Le Canada, raisonne M. Monty, offre la taille suffisante pour affronter la compétition internationale. «En tant que citoyens d'un Canada uni, nous profitons tous de la masse critique de notre économie, qui nous a permis d'accéder au cercle le plus select du monde, le G7, et qui nous a valu le deuxième rang mondial pour le niveau de vie.»

Avec la Presse canadienne

Une entreprise axée sur la connaissance

Le président a rappelé qu'en 1995 seulement, «nous avons consacré 14,8 % de nos produits d'exploitation à la R-D, soit 2,2 milliards. Les nouveaux investissements ont essentiellement portés sur les réseaux sans fil, les réseaux d'entreprise et les réseaux à très large bande.»

Quant à la contribution du géant des télécommunications à l'économie canadienne, M. Monty n'a pas été sans rappeler que «depuis trois ans, nos dépenses en immobilisations au Canada se chiffrent à 650 millions. En 1995, elles représentaient 31 % de notre total mondial. Pour leur part, nos exportations canadiennes ont presque triplé en cinq ans, passant de 1,4 milliard à 3,7 milliards.» A la liste des contributions positives viennent s'ajouter le fait que l'entreprise effectue, au Canada, le cinquième de sa R-D industrielle, qu'elle verse plus de 1,5 milliard \$ à quelque 5000 fournisseurs canadiens, et qu'elle a, au cours des dix dernières années, donné naissance à 55 entreprises de pointe dans le secteur de la haute technologie canadienne.

Grève de la construction

Entrepreneurs et travailleurs indépendants manifestent devant les bureaux de la FTQ

LE DEVOIR

Quelques centaines d'entrepreneurs et de travailleurs de la construction ont manifesté hier matin devant le siège social de la FTQ, Boulevard Crémazie, pour exprimer leur opposition à la grève déclenchée la semaine dernière dans le secteur résidentiel.

Les manifestants ont même réussi trois fois à paralyser (durant une demi-heure) la circulation sur le Boulevard Métropolitain, causant un accident qui n'a heureusement fait aucun blessé.

Les entrepreneurs ont paradé entre 10 heures et midi devant l'édifice de la FTQ pour demander le retour au travail des syndiqués et la reprise des négociations sur le renouvellement du décret dans l'industrie. L'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ), qui avait quelques représentants sur place, a profité de l'occasion pour signifier son intention de demander une injonction pour limiter le nombre de piqueuteurs sur les chantiers paralysés par cet arrêt de travail. Tout en se disant favorable à l'adoption d'une loi spéciale visant à mettre fin au conflit, l'AECQ a demandé hier une rencontre avec le ministre du Travail, Matthias Rioux, rencontre qui devrait avoir lieu prochainement,

«On ne demande pas mieux.» Aucun incident n'a été signalé, bien que certains manifestants aient réussi à s'infiltrer à l'intérieur de l'édifice de la FTQ pour exiger un entretien avec le porte-parole de la FTQ-Construction, M. Yves Paré. M. Paré,



Boulevard Crémazie, les opposants au débrayage se sont exprimés.

PHOTO JACQUES NADEAU

qui participait en matinée à une rencontre de la Commission de la construction du Québec, a indiqué hier qu'il aurait «de toute façon refusé de les recevoir parce que ces gens-là cognent à la mauvaise porte.» «S'ils souhaitent la fin de la grève, dit-il, ils n'ont qu'à demander à

leurs négociateurs de se présenter à la table pour que reprennent les pourparlers. C'est aussi simple que ça et nous, on demande pas mieux.» Même son de cloche du côté du Conseil des métiers de la construction, l'autre grand syndicat de l'industrie, qui refuse toute interven-

tion gouvernementale dans ce dossier afin de permettre «le libre exercice du rapport de force des travailleurs». «Il s'agit d'une grève légale et Québec n'a pas à venir mettre son nez dans nos affaires», a indiqué le porte-parole du Conseil, M. Maurice Pouliot.

Comment obtenir un MBA de Western sans laisser votre emploi

Le programme de MBA pour gens d'affaires de la Western Business School offre par vidéoconférence interactive vous permet de faire progresser votre carrière sans qu'il ne vous soit nécessaire de l'interrompre. Si vous avez une expérience de travail d'au moins huit ans, vous pouvez être admissible à notre prestigieux programme de deux ans. Laissez notre programme reconnu à l'échelle internationale vous aider à développer vos compétences en matière de leadership, de prise de décision et de mise en application. Venez rencontrer notre directeur de programme et en apprendre davantage sur la méthode grâce à laquelle Western offre son MBA aux gens d'affaires de Montréal par l'entremise de techniques interactives de pointe. Veuillez noter qu'il s'agit d'un programme offert en anglais. La séance d'information se déroulera également en anglais.

Nous vous invitons à assister à cette séance d'information.

LE LUNDI 25 MARS, DE 12 H 15, RITZ CARLTON, 1228, SHERBROOKE QUÉST SALON VICE ROYAL

VEUILLEZ CONFIRMER VOTRE PRÉSENCE PAR TÉLÉPHONE SI VOUS NE POUVEZ VOUS PRÉSENTER À L'UNE DE NOS SÉANCES D'INFORMATION, ENVOYÉZ-NOUS VOTRE CARTE PROFESSIONNELLE PAR TÉLÉCOPIEUR AVEC CETTE ANNONCE. NOUS VOUS FERONS PARVENIR UNE TROUSSE D'INFORMATION PAR LA POSTE.

TÉLÉPHONE: (800) 948-8548 OU (514) 661-3272
TÉLÉCOPIEUR: (514) 661-3411

Western Business School
executive development

THE UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO

DEVMAR 19.21

• ÉCONOMIE •

Le Dow Jones fait une envolée de 98 points

Les révélations dévastatrices sur les compagnies de tabac ralentissent le mouvement

EN BREF



PHOTO ARCHIVES

LE TIERS DES FOYERS AMÉRICAINS SONT DOTÉS DE MICRO-ORDINATEURS

San Jose (Reuter) — Le taux d'équipement des foyers américains en micro-ordinateurs progressera à 33 % en 1996 contre 29 % en 1995, estime Dataquest dans une nouvelle étude de marché rendue publique lundi. Le cabinet d'études américain souligne que le marché des micro-ordinateurs pour les particuliers entre dans une phase de maturité marquée par un taux de croissance moindre. Sa progression, de 42 % en 1994, s'est ralentie à 22 % en 1995 et ne devrait être que de 8 % en 1996. Le nombre de PC installés dans les foyers américains atteindra 47,4 millions en 1996 et 69,1 millions en 1999, selon les estimations de Dataquest. A cette date, 37 % des foyers devraient être équipés en informatique.

LA CAPITALE MISE SUR LE FRANCHISAGE

La firme de courtage immobilier La Capitale a décidé de poursuivre ses opérations en franchisant le plus grand nombre de ses succursales. Afin de convaincre le maximum d'agents à faire le saut, autrement dit à rejoindre les rangs de la Capitale à titre de franchisé, cette société a établi des alliances avec des acteurs de l'industrie. Tel que décrit, l'association proposée est la suivante: le franchisé s'occupe du courtage immobilier, les services complémentaires sont offerts par des partenaires ou actionnaires de la franchise, qu'ils soient courtier d'assurances, arpenteur, notaire, rénovateur ou autre. Fait à noter, dans le cadre de cette réorientation stratégique La Capitale a conclu une entente avec la compagnie d'assurance La Royale. Selon cet accord, La Royale garantira jusqu'à 750 000 \$ par année les possibles pertes de commissions d'agents qui auraient travaillé pour un franchisé ayant déclaré faillite. D'après les estimations fournies, on espère que le réseau La Capitale comptera 75 succursales à la fin de 1997 contre 45 actuellement.

New York (AFP) — Wall Street a gagné près de 100 points pour finir sur un nouveau record hier, grâce notamment à des achats techniques après l'expiration trimestrielle vendredi dernier d'options et de contrats à terme liés aux indices boursiers («journée des trois sorcières»). Les analystes ont souligné que la progression du marché boursier reste alimentée par l'afflux constant de liquidités dans les fonds d'investissements.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fait un bond de 98,63 points (+1,8 %) à 5683,60. Les coupe-circuits, qui limitent les transactions informatisées lorsque la hausse ou la baisse atteint les 50 points, avaient été déclenchés pour la première fois dans la matinée.

La progression du principal indicateur de Wall Street a été freinée par la faiblesse de deux de ses composantes, les titres de Philip Morris et de Walt Disney. Philip Morris a perdu 4,13 à 91,25 \$ US, après la publication dans la presse d'une nouvelle série de révélations embarrassantes, notamment sur la manipulation du niveau de nicotine dans les cigarettes pour créer une dépendance. Le titre de RJR Nabisco a cédé 2,38 à 31,13.

Les titres des groupes de tabac ont donc continué leur glissade, surtout celui de Philip Morris, après la publication de deux articles de presse potentiellement préjudiciables pour le secteur. Le *New York Times* rapporte hier que la justice américaine envisage d'élargir le cadre de ses

enquêtes sur l'industrie du tabac pour mettre en cause certains de ses dirigeants qui auraient menti au Congrès en affirmant n'avoir aucune preuve de la dépendance de la nicotine.

En outre, selon le *Wall Street Journal*, la Food and Drug Administration, l'administration fédérale de contrôle de qualité des produits alimentaires et des médicaments, envisage de rendre public le témoignage d'un ancien scientifique de Philip Morris dans lequel il affirme que le groupe est conscient de la dépendance provoquée par la nicotine et en avait manipulé la teneur dans les cigarettes.

Déjà, en matinée, Philip Morris, le numéro un américain, perdait 5,37 à 90 \$ US ou 6,3 % comparativement à

son cours de vendredi en clôture. RJR Nabisco, au deuxième rang, cédait 2 à 31,50 \$ US (6,77 %). En revanche American Brands, ne reculait que de 25 cents à 43,50 \$ US (1,1%) et le groupe contrôlant Liggett's -cette entreprise qui a déclenché le tout en ouvrant une boîte de Pandore en proposant un règlement hors cour avec cinq Etats- perdait 25 cents à 98 \$ US (2,9%).

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, reculait à 6,70 % contre 6,73 % vendredi soir. Les opérateurs attendent la publication de plusieurs statistiques américaines (mises en chantier de logement, ventes de détail, demandes hebdomadaires d'allocations chômage et rapport de la banque de Réserve fédérale de Phila-

delphie sur l'activité manufacturière de la région) pour voir si elles confirmeront les signes récents de croissance plus robuste de l'économie. Des chiffres meilleurs que prévu publiés depuis une dizaine de jours ont secoué les marchés financiers en faisant craindre une relance de l'inflation, éloignant les perspectives d'assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale dans le court terme. La prochaine réunion de la Fed aura lieu la semaine prochaine.

Le taux était remonté à 6,73 % en séance en raison de l'envolée des prix du pétrole suite à l'impasse des négociations entre les Nations-Unies et l'Irak sur la vente par ce pays de pétrole pour financer des achats humanitaires.

La loyauté n'est plus ce qu'elle était

Les mises à pied ont changé l'attitude des travailleurs canadiens envers leur employeur

Toronto (PC) — Près d'un Canadien sur quatre sur le marché du travail se sent moins loyal envers son employeur qu'il y a quelques années, selon un récent sondage réalisé par Angus Reid.

Ce résultat semble traduire le mécontentement des Canadiens vis-à-vis de l'attitude des compagnies qui procèdent à des mises à pied alors même que les bénéfices atteignent des niveaux records. «Nous voyons certainement du mécontentement», affirme Donna Dasko, de l'institut de sondage Environics, de Toronto.

«La tentation est forte pour les Canadiens de la classe moyenne de dire: «ça ne va plus. Nos revenus sont à la baisse alors que vous enregistrez des profits faramineux.»»

Les bénéfices des entreprises avant

impôts ont augmenté de 50 % au Canada au cours des deux dernières années. Malgré tout les compagnies continuent d'alléger leurs masses salariales, procédant à des mises à pied. Les gouvernements en font d'ailleurs autant, ce qui a mené à une grève de la fonction publique en Ontario.

La rage des Américains

Le mécontentement des Canadiens semble toutefois bien peu grave en comparaison de la rage des Américains, où l'écart entre les bénéfices et l'emploi est devenu à ce point important que le secrétaire au Travail, Robert Reich, a lancé un appel à la responsabilité corporative ainsi qu'à la recherche de solutions de la part des dirigeants d'entreprises.

A Ottawa, le ministre de l'Indus-

trie, John Manley, a soumis l'idée d'un «contrat social» entre les entreprises et les employés afin de créer des emplois. En raison de sa politique d'assainissement des finances publiques, le gouvernement n'est pas en mesure de dépenser beaucoup d'argent pour la relance du marché de l'emploi.

Aux États-Unis, les craintes quant à la sécurité d'emploi sont au cœur du conflit de travail qui paralyse présentement deux usines de General Motors, en Ohio, spécialisée dans la fabrication de systèmes de freinage. La pénurie de pièces de freins a ainsi contraint GM à mettre au chômage technique plus de 150 000 de ses employés au Canada, aux États-Unis ainsi qu'au Mexique. GM a enregistré des profits de près de 7 milliards \$

US l'année dernière.

«Les travailleurs américains sont furieux parce qu'ils prennent conscience de tous ces profits et du fait que les employés se font escroquer», affirme Jeff Faux, du Economic Policy Institute, un organisme pro-syndical à Washington.

John Wright, de l'institut de sondage Angus Reid, prétend que cette insécurité de l'emploi a modifié l'attitude des Canadiens. «La majorité des Canadiens croient maintenant que leur employeur apprécie moins leurs efforts qu'il y a quelques années.» Et cette diminution de la loyauté envers les employeurs pourrait se traduire, à son avis, par une baisse de la production, de l'efficacité, de la responsabilité des employés, ainsi que de la fierté et du sens moral.

L'inforoute des rêves brisés

Ottawa (PC) — Harry Fletcher en a assez des compagnies canadiennes qui exigent la perfection de ses futurs programmeurs en informatique. Quant à John Kril, il estime que l'industrie de la technologie de l'informatique brise bien des rêves et engendre de grandes déceptions.

Les deux hommes, en quête d'emploi, ont vu l'autre côté de l'industrie qui pourtant se voulait une main-d'œuvre d'avenir dans l'économie canadienne. «Je suis furieux», a déclaré récemment M. Fletcher, un résident de Toronto, après avoir remis en

question un rapport émanant du Conseil des ressources humaines des programmeurs, faisant état d'une pénurie de milliers de travailleurs dans ce secteur.

M. Fletcher affirme avoir fait parvenir des demandes d'emploi aux États-Unis où, croit-il, les dirigeants ont une attitude plus positive à leur endroit. Les deux hommes font partie d'un groupe de 200 personnes ayant sollicité un emploi auprès des industries, des universités et du conseil. Cette démarche faisait suite à la parution d'un article de la Presse Canadienne

concernant un sondage révélant une pénurie d'informaticiens. Au moins les trois quarts des postulants ont déployé beaucoup d'efforts pour tenter de se dénicher un emploi dans le domaine.

Un représentant du conseil, Paul Swinwood, reconnaît que les sociétés canadiennes sont difficiles. «Les compagnies essaient de faire plus avec moins d'effectifs et ce qu'elles demandent de ceux qu'elles engagent, c'est qu'ils possèdent un large éventail d'expertises. Elles sont de plus en plus exigeantes parce que l'avenir de leur entreprise dépend des compé-

tences de leur personnel. Ils recherchent donc ce qu'il y a de mieux dans le domaine.» Selon M. Swinwood, les travailleurs en informatique doivent être exceptionnellement compétents pour convaincre les employeurs de les embaucher. Il ajoute qu'ils doivent aussi assumer leur propre formation professionnelle. Une étude récente du conseil révèle que la main-d'œuvre de programmeurs au Canada pourrait atteindre 325 000 au tournant du siècle, et que 20 000 emplois sont présentement disponibles pour les personnes compétentes.

Penrod acquiert Foresbec

LE DEVOIR

Foresbec, de Drummondville, et Penrod Co., de Virginie, ont conclu vendredi une entente relative à une fusion entre Foresbec et une filiale de l'entreprise américaine.

Les actionnaires de Foresbec recevront, au choix, 1,17 \$ par action ordinaire ou des actions privilégiées rachetables immédiatement suivant la fusion contre une valeur équivalente, dans une transaction évaluée à 13 millions de dollars. L'action de Foresbec s'échangeait à 1,11 \$ jeudi dernier, en hausse de 17 cents 18 % sur la séance. Cette action a touché un sommet de 1,35 \$ et un creux de 76 cents au cours des 52 dernières semaines.

Guy Boissé et Louis Lagassé, qui détiennent 3,7 millions et 1,5 millions d'actions ordinaires de Foresbec, pour une participation de 33,4 % et de 13,1 % respectivement, ont indiqué à Penrod qu'ils appuieraient la fusion projetée, qui a été soumise au vote des actionnaires des deux entreprises. La lettre d'intention prévoit que Foresbec versera à Penrod 400 000 \$ si, dans certaines circonstances, elle conclut une transaction avec une tierce partie avant le 30 juin.

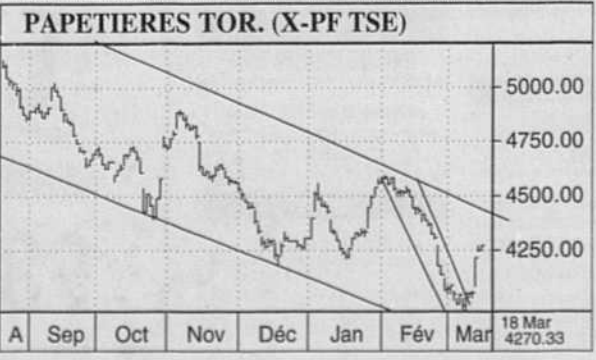
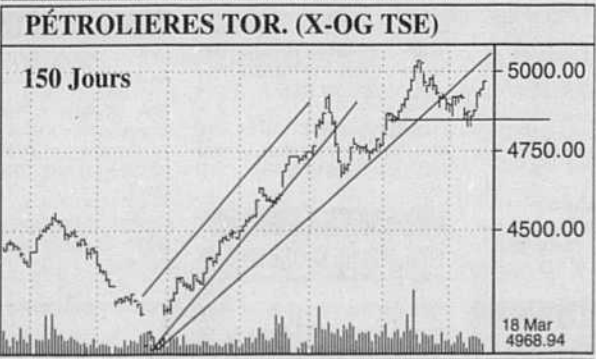
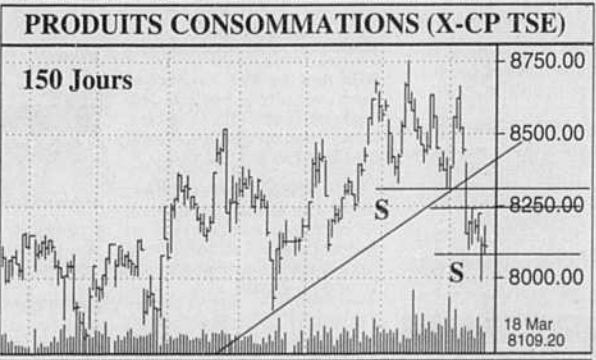
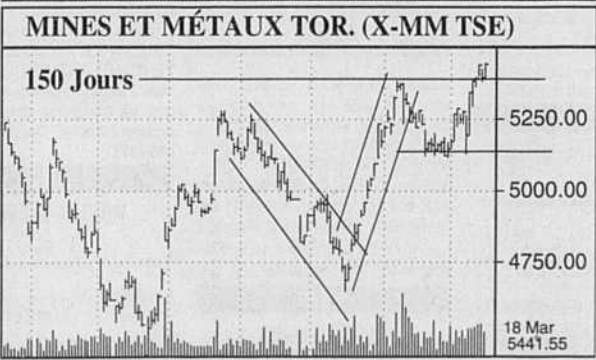
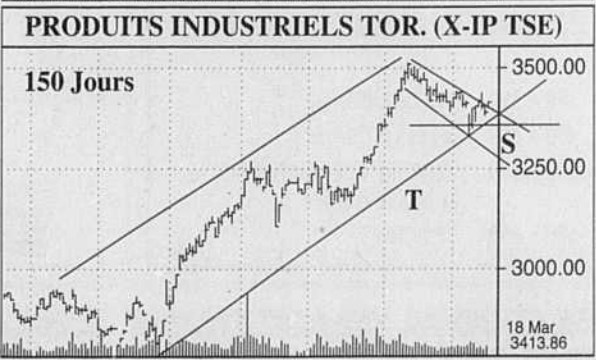
Foresbec, qui se définit comme étant le plus grand exportateur canadien de bois dur haut de gamme, exporte 85 % de sa production. Penrod, pour sa part, importe des composantes en bois.

COUP D'ŒIL BOURSIER

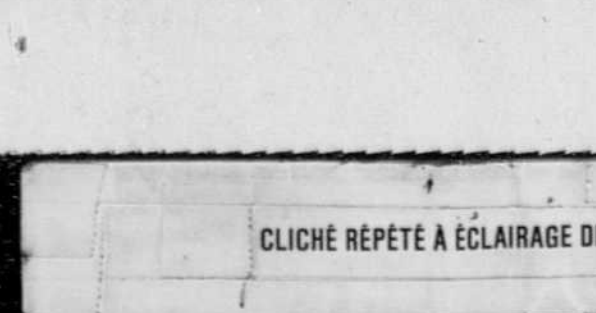
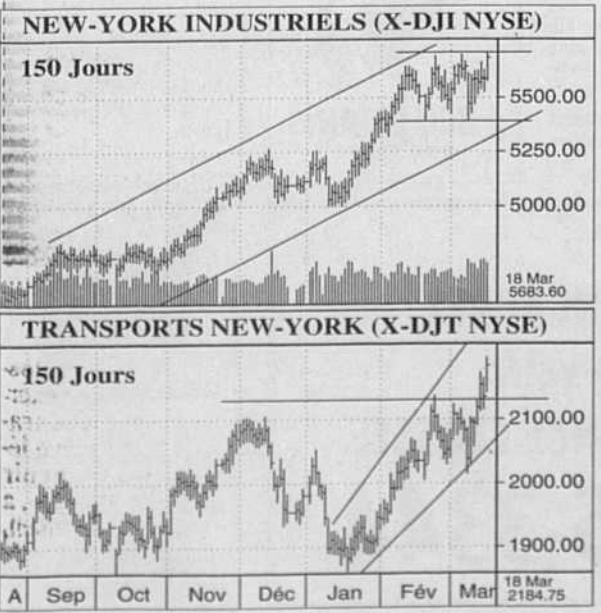
Pas de consensus

MICHEL CARIGNAN
COLLABORATION SPÉCIALE

New York, présentement, il y a une poussée d'acheteurs. La situation est très différente pour chacun des trois indices principaux. L'industriel teste sa résistance des deux derniers mois. Un signal technique positif serait en vigueur si l'indice passait au-dessus de cette résistance, comme l'indice des transports l'a fait depuis trois jours. L'indice des services publics connaît aussi une reprise, mais le couloir baissier demeure valide. Du côté canadien, la reprise est beaucoup plus faible et limitée à un petit nombre de secteurs. Le TSE 300 conserve son couloir baissier. On a les mines et les compagnies de gestion qui tentent une percée haussière. Une certaine reprise de la tendance haussière pour les pétrolières est perceptible. Les forêts semblent en manque d'engrais dans leur tentative de bourgeonner. Les communications, le détail, les services publics et les transports sont léthargiques. Les aurifères et les industrielles ont finalement rejoint, comme prévu, la ligne inférieure de leur tendance haussière. Le brus du support à court terme (S) et de la tendance haussière (S) amènerait passablement de vendeurs dans la balance. La consommation continue de glisser vers un nouveau brus de support (S) qui confirmerait un prolongement de la tendance baissière. Finalement, les immobilières continuent de chuter, accélérant une tendance baissière pourtant déjà très forte. Il y a définitivement plus d'envoitement pour le marché américain que pour le marché canadien. Évitez surtout tous les secteurs boiteux. Tenez-vous-en aux compagnies en pleine effervescence. Ne conservez pas de trop fortes positions dans les dinosaures canadiens qui brulent dans la manche. Je ne comprends pas, par exemple, les investisseurs qui continuent d'acheter des titres comme Air Canada. Peu importe la raison, techniquement, le titre est dans une tendance baissière. Si la situation devenait intéressante, à ce prix-là, les institutions se gaveraient, le titre repartirait à la hausse et on assisterait à un revirement de tendance. Ce qui n'est pas du tout le cas.



DECISION-PLUS
VIDÉOCASSETTE GRATUITE
Deux heures éducatives qui pourraient changer votre vie
(514)392-1366



	Volume (000)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE MONTRÉAL				
XXM:Indice du marché	9559	2427.74	+7.30	0.3
XCB:Bancaire	2278	2887.54	+4.24	0.1
XCO:Hydrocarbures	1466	1840.24	+13.20	0.7
XCM:Mines et métaux	5144	3284.42	-3.83	-0.1
XCF:Produits forestiers	787	2475.16	+17.37	0.7
XCI:Bien d'Équipement	3455	2522.74	+14.34	0.6
XCU:Services publics	1766	2027.26	-	-

	Volume (000)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE TORONTO				
TSE 35	12335	259.32	+1.06	0.4
TSE 100	*	301.03	+0.37	0.1
TSE 200	*	298.69	+0.59	0.2
TSE 300	30410	4960.41	+6.79	0.1
Institutions financières	2166	3762.56	+5.14	0.1
Mines et métaux	4110	5441.55	+46.59	0.9
Pétrolières	4473	4968.94	+24.93	0.5
Industrielles	5764	3413.86	+23.92	0.7
Aurifères	6537	11982.79	-178.40	-1.5
Pâtes et papiers	1843	4270.33	+21.13	0.5
Consommation	1376	8109.20	-6.15	-0.1
Immobilières	110	1507.80	-15.24	-1.0
Transport	561	5125.74	+49.88	1.0
Pipelines	242	3975.17	+0.50	0.0
Services publics	1464	3563.40	+7.52	0.2
Communications	538	8780.00	-19.67	-0.2
Ventes au détail	744	3891.73	-4.83	-0.1
Sociétés de gestion	474	5884.52	-6.97	-0.1

	Volume (000)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
BOURSE DE VANCOUVER				
Indice général	28781	1062.08	+3.77	0.4

	Volume (000)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
MARCHÉ AMÉRICAIN				
30 Industrielles	48868	5683.60	+98.63	1.8
20 Transports	6326	2184.75	+49.45	2.3
15 Services publics	7108	215.69	+3.77	1.8
65 Dow Jones Composé	62303	1843.53	+35.16	1.9
Composite NYSE	*	348.78	+5.39	1.6
Indice AMEX	*	589.55	+7.05	1.2
S&P 500	*	652.65	+11.22	1.7
NASDAQ	*	1114.42	+14.83	1.3

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
BC BANCORP	2791	0.09	0.09	0.09	-	-
PRINCETON MNG CP	1930	0.45	0.39	0.44	-0.06	-15.8
CDN AIRLINES R WT	1505	0.03	0.02	0.02	-	-
NOVA CP	1287	12.63	12.38	12.38	+0.13	1.1
TVX GOLD CP	1137	12.25	12.00	12.00	-0.50	-4.0
MOSS RES INC	971	0.89	0.67	0.67	+0.08	13.6
ST GENEVIEVE RES	940	1.90	1.81	1.85	+0.10	5.7
FRANCOR RES CP	918	1.40	1.03	1.15	+0.11	10.6
LANDMARK CP SV	907	0.28	0.22	0.25	+0.04	19.0
CDN UTIL LTD	881	26.00	25.88	26.00	-	-

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferme (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
NOVEDER INC	753	0.58	0.49	0.58	+0.09	18.4
PALACE EXPLOR INC	726	0.20	0.16	0.17	-0.01	-5.6
PROCOLORE RES INC	440	3.70	3.00	3.35	+0.40	13.6
BOMBARDIER INC B	424	21.00	20.63	20.75	-	-
CDN TIRE CP LTD A	417	16.13	16.00	16.13	+0.13	0.8
MINORCA RES INC	317	4.85	4.55	4.60	-0.25	-5.2
LOUBEL EXPLOR INC	291	0.36	0.30	0.36	+0.01	2.9
KWG RESOURCES INC	273	12.00	11.25	11.50	+0.75	7.0
DITEM EXPLOR INC	265	15.00	13.50	14.13	+1.25	9.7
INCO LTD	256	48.38	47.88	48.38	+0.63	1.3

ÉCONOMIE

La grève chez GM

Reprise des négociations

Detroit (Reuter) — Le constructeur automobile américain General Motors a annoncé hier la poursuite des négociations avec le syndicat United Auto Workers (UAW) pour mettre fin à 14 jours de grève.

constructeur automobile américain a été contraint de fermer dans la journée hier l'usine de Ramos Arizpe, au Mexique, qui emploie quelque 1300 personnes.

Un forum sur les pêches maritimes le 1^{er} avril

Tous les chaluts seront jetés de concert

CLAUDE TURCOTTE LE DEVOIR

C'est une pure coïncidence si la deuxième édition du Forum sur les pêches maritimes aura lieu les 1^{er} et deux avril à Gaspé.

de l'industrie de la pêche (les transformateurs) ne sont assis tous ensemble autour d'une même table pour discuter de leurs problèmes.

rum le sous-ministre adjoint, Yvan Rouleau, et le secrétaire du forum, Jacques Fréchette, ont soutenu qu'il fallait voir les pêches «comme une industrie totale dans laquelle tout se tient».

était chargé également de mettre les résolutions en application. Puis, sept groupes de travail ont été formés; pendant toute l'année pas moins de 80 personnes, dont une vingtaine de fonctionnaires, ont oeuvré au sein de ces groupes, dont le rôle a consisté à établir des plans d'actions sectoriels qui seront présentés et discutés à la réunion du début d'avril à Gaspé.

Table with 2 columns: Country and Exchange Rate (in Canadian Dollars). Includes entries for Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Barbade, Belgique, Bermudes, Brésil, Caraïbes, Chine, Espagne, États-Unis, Europe (ECU), France, Grèce, Hong-Kong, Indonésie, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Singapour, Suisse, Taïwan, Venezuela.

Honda Civic CX advertisement. Features a photo of the car, financing options (6.8% for 24 to 60 months), and contact information for Honda Signi.

L'Arizona branchée...

Lors d'une de mes dernières visites à Phoenix, Arizona, j'ai pu assister à des courses de voitures... électriques, organisées par l'Arizona Public Service (APS).



seules limitations sont le poids et les dimensions, les University Spec, identiques à la catégorie précédente, mais provenant des classes d'ingénierie des grandes universités.



Les courses de voitures électriques aideront-elles à la mise en marché de ce type de véhicules? Ci-dessus, le EV1 expérimentale de GM.

En 1993, APS s'associa à General Electric pour créer une catégorie destinée aux universités qui financent leur propre participation.

Chacune de ces catégories a ses règles propres, comme par exemple la possibilité de changer de batterie au milieu de la course, ce qui ne prend finalement pas plus de temps que de remplir un réservoir de carburant.

Les officiels d'Arizona Public Service sont convaincus que c'est le seul moyen vraiment efficace de faire avancer la cause et les techniques de l'électricité.

courses veulent sensibiliser un grand nombre d'automobilistes à l'arrivée imminente des voitures électriques et au fait que la plupart d'entre eux font très peu de kilomètres chaque jour.

ANNONCES CLASSÉES

Mots Croisés section with a grid and clues for horizontal and vertical words.

Real estate listings under 'I N O N D O E X' and 'REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES'. Includes properties in Outremont, St-Hubert, and Longueuil.

Real estate listings under 'LES ANNONCES CLASSÉES'. Includes properties in Valcourt, Rosemont, and Plateau.

Real estate listings under 'ESPACE COMMERCIAUX À LOUER', 'ORDINATEURS', 'MOBILIER DE BUREAU', 'CHALET À LOUER', 'MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER', 'APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER', 'CHALET À LOUER', 'MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER', 'APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER', 'CHALET À LOUER', 'MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER', 'APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER'.

DECES section featuring Geneviève Desrosiers and a notice for '1 800 ENFANTS'.

DECOUVERTES section with the text 'L'aventure de la science chaque mercredi.'

Real estate listing for 'SANCTUAIRE DU MONT-ROYAL'.

Real estate listing for 'SUTTON'.

ENCADREZ votre annonce classée 985-3344.

COMBATTRE LES VIOLATIONS ET NON LES SUBIR section with 'MEXIQUE' and 'AMNISTIE'.

LE DEVOIR

LE MONDE

Sommet des pays des Grands Lacs

Le Rwanda demande l'envoi d'observateurs

Tunis (AFP) — Le Rwanda a demandé l'envoi de 300 observateurs internationaux à Kigali pour rassurer les réfugiés sur leur sécurité, a annoncé hier à Tunis l'ancien président américain Jimmy Carter à l'issue du 2^e sommet des Grands Lacs.

«Le Rwanda a déjà pris les mesures nécessaires pour garantir un retour des réfugiés en toute sécurité et demande l'envoi de 300 observateurs pour s'assurer sur place du respect de leurs droits matériels et humains, a déclaré M. Carter lors de la conférence de presse finale.

Le Rwanda et le Burundi demandent également, a-t-il indiqué, «une aide internationale pour une meilleure formation de leurs forces armées», afin de promouvoir le climat de sécurité et de confiance favorisant le rapatriement des réfugiés ayant fui les violences ethniques.

Il s'agit des principales demandes formulées dans la déclaration finale du sommet de Tunis, signée peu avant la conférence de presse de M. Carter par les présidents Pasteur Bizimungu (Rwanda), Sylvester Ntibunganya (Burundi), Yoweri Museveni (Ouganda), Mobutu Sese Seko (Zaire) et Benjamin Mkapa (Tanzanie).

Cette déclaration exposée par M. Carter, et dont le texte doit être publié ultérieurement, réaffirme les engagements pris par les cinq chefs d'États durant le 1^{er} sommet des Grands Lacs, en novembre 95 au Caire, pour créer les conditions d'un retour en masse des réfugiés et résoudre le problème de la violence au Burundi.

Dans ce texte les chefs d'État «reconnaissent la persistance de difficultés». Parmi ces obstacles M. Carter a cité en premier lieu les «intimidations» des rebelles ou des dirigeants hutus, qui dans les camps du Zaïre et Tanzanie, continuent d'intimider les réfugiés pour les empêcher de retourner chez eux. Les incursions rebelles à travers les frontières du Rwanda et du Burundi ont été également dénoncées.

Une aide internationale est «absolument nécessaire» pour aider les pays d'accueil, en particulier le Zaïre et la Tanzanie, à neutraliser les «intimidateurs», a ajouté l'ex-président américain, qui par ailleurs est sommet.

Pour leurs part les pays d'accueil «se sont engagés à fermer leurs frontières», à supprimer les activités des «fauteurs de troubles» chez eux, et à «coopérer avec l'ONU pour interdire les entraînements militaires».

S'agissant de la violence au Burundi, les participants ont préconisé, selon M. Carter, l'organisation «rapide d'un débat national» auquel seraient associés des opposants qui auront préalablement déposé les armes. Ce dialogue doit aboutir à la tenue d'élections «libres et démocratiques» en 1998, a-t-il dit.

M. Carter a enfin annoncé que des bailleurs de fonds seraient invités au prochain sommet des Grands Lacs, prévu à Atlanta, siège du Centre Carter, à une date qui n'a pas été déterminée.

E N B R E F

LE PRÉSIDENT MANDELA DIVORCE

Johannesburg (Reuters) — L'infidélité et les esclandres de Winnie Mandela ont causé un tort considérable à son mari, a estimé hier le juge chargé du divorce du plus célèbre couple d'Afrique du sud. «Depuis la rupture du mariage en avril 1992, le plaignant a subi un tort considérable en raison de la conduite impudente et de l'infidélité du défendeur», a déclaré Wim Trengove, l'avocat du président, à la cour suprême à Johannesburg. Sans donner aucune précision sur l'infidélité de Winnie Mandela, 61 ans, l'avocat du président sud-africain a affirmé qu'aucune médiation n'était envisageable pour sauver le mariage qui pendant 38 ans a uni Nelson et Winnie Mandela.

THOMAS ENDERS EST MORT

New York (AFP) — Le diplomate américain Thomas Enders est mort dimanche à New York, à l'âge de 64 ans des suites d'un cancer de la peau, a annoncé hier la banque d'investissement Salomon Brothers, dont il était conseiller. M. Enders a été chef d'adjoint de la mission américaine au Cambodge en 1971. A ce titre, il a donné son feu vert aux bombardements secrets du territoire occupé par les forces nord-vietnamiennes. Après avoir été ambassadeur au Canada et auprès de la Communauté européenne, M. Enders avait été nommé secrétaire d'État adjoint chargé de l'Amérique centrale en 1981. Considéré comme un «faucou» en raison de son soutien au Salvador à une époque où sévissaient les «escadrons de la mort», il était aussi l'homme qui avait négocié avec le leader sandiniste Daniel Ortega.

LES CHANTIERS DE GDANSK EN FAILLITE

Varsovie (AFP) — Les chantiers navals de Gdansk, berceau du syndicat Solidarité et ancien lieu de travail de Lech Walesa, sont au bord de la faillite après que la banque Handlowy, leur principal créancier, ait rejeté vendredi un projet de restructurer les dettes, a-t-on appris hier. Les créances de l'établissement ont atteint entre 137 et 200 millions de dollars, dont 75 à la Handlowy. La banque serait prête à accorder les nouveaux crédits à conditions qu'elles soient garanties à 100 % par l'État. Un dernier projet de redressement élaboré par les chantiers, et qui doit être achevé au printemps, prévoit le licenciement en deux ans de 2000 salariés sur 7200 personnes qui y travaillent actuellement, et la renégociation des contrats déjà conclus.

NASTASE EN TÊTE

Bucarest (AFP) — L'ex-champion roumain de tennis Ilie Nastase, candidat du parti du président Ion Iliescu à la mairie de Bucarest, est largement en tête dans les sondages, avec 47 % d'opinions favorables. Le sondage a été effectué par l'Institut roumain pour le sondage de l'opinion publique (IRSO) et publié hier par le quotidien *Evenimentul Zilei*, en prévision des élections municipales de la fin avril en Roumanie. Largement derrière M. Nastase, arrive Victor Ciorbea, candidat de la Convention démocratique de Roumanie (CDR, principale coalition de l'opposition) crédité de 25 % d'opinions favorables. Le candidat du Parti démocrate de l'ancien premier ministre Petre Roman (opposition), M. Anton Vatasescu, obtient 12 % des opinions favorables.

90 jours après les accords de Dayton, l'établissement des frontières intérieures de la Bosnie

Échange de territoires, exode et incendies

Les uns et les autres ont pratiqué la politique de la terre brûlée

Sarajevo (AFP) — Le quartier de Grbavica, au centre de Sarajevo, a vécu hier ses dernières heures sous contrôle serbe, dans la peur des incendies, alors que la diplomatie américaine cherchait à Genève à maintenir la Bosnie sur la voie de la paix.

La police croato-musulmane doit entrer ce matin dans ce quartier sinistré, qui fut une ligne de front très active durant la guerre et la perspective de ce déploiement l'a vidée de la quasi-totalité de ses habitants.

Dans le même temps, le président serbe Slobodan Milosevic, le président croate Franjo Tudjman, et le vice-président bosniaque Ejup Ganic se sont retrouvés sur les bords du Lac Léman à un moment crucial du plan de paix entamé le 20 décembre.

Ce mini-sommet, sous la houlette du secrétaire d'État américain Warren Christopher, intervient à la veille de la mise en place — ce soir à minuit — des frontières intérieures définitives des entités qui forment la Bosnie-Herzégovine.

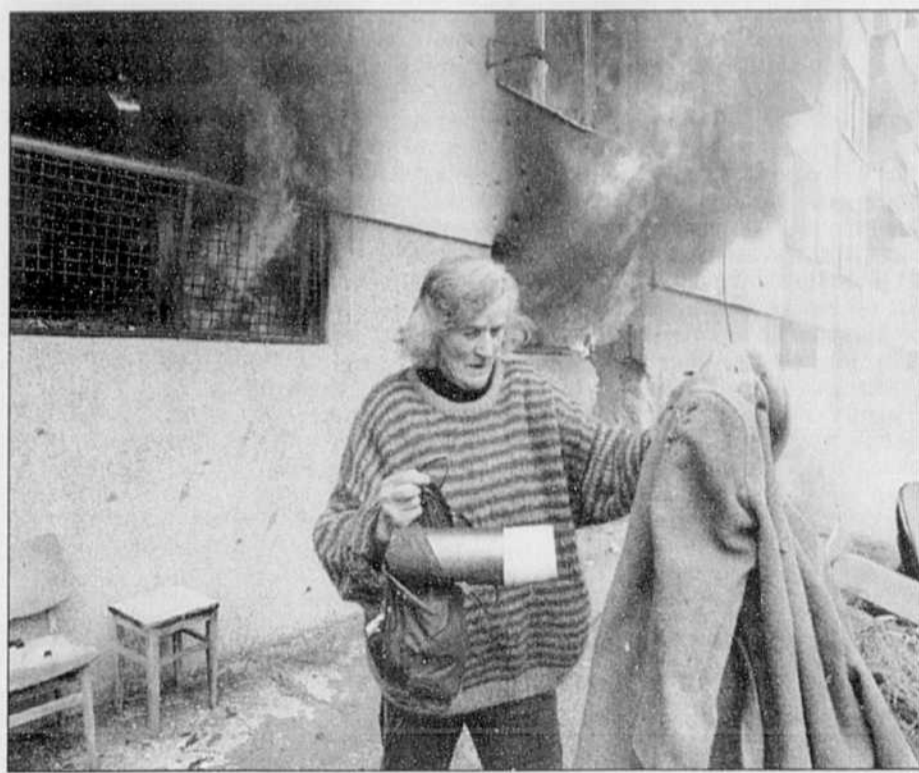
La Fédération croato-musulmane (51 % du territoire) et la *Republika Srpska* (RS, 49 %) doivent échanger des secteurs conquis pendant les combats mais que l'accord de paix de Dayton les contraint à rétrocéder.

Le changement de mains de 10 % du territoire bosniaque, selon le découpage du plan de paix s'est jusqu'ici passé dans de mauvaises conditions.

Les uns et les autres — essentiellement Serbes et Croates — ont pratiqué la politique de la terre brûlée.

Cette étape intervient exactement 90 jours après la mise en route du plan de paix négocié à Dayton en novembre, et signé à Paris le 14 décembre.

L'échange le plus symbolique a lieu dans la région de Sarajevo où la Fédération va achever d'étendre sa souveraineté



Pillages et incendies à Grbavica: cette femme tentait hier de sauver quelques effets personnels de son immeuble en flammes.

sur quatre faubourgs, que sa police patrouille déjà, et sur Grbavica.

La capitale bosniaque, ainsi réunifiée, verra se confirmer la levée du siège qui l'a étranglée pendant près de quatre ans et ses 380 000 habitants rêvaient déjà de s'en évader pour des vacances, voire pour toujours.

Dans la pratique, les forces armées des ex-belligérants pourront dès demain se déployer dans les zones récupérées.

La plus grande des régions échangées

s'étend sur 3500 km² dans le centre du pays. Ce territoire baptisée «l'Enclume» en raison de sa forme avait été conquis l'été dernier par l'alliance croato-musulmane. Elle doit repasser dans la nuit de mardi à mercredi sous le contrôle de la RS qui prévoit d'y déployer dès jeudi 900 hommes équipés de mortiers et de pièces d'artillerie.

Par contre, l'OTAN a exigé une démilitarisation complète du centre de Sarajevo en arguant que la nouvelle ligne de démarcation entre les entités, qui doit être vidée

ONU et droits de l'homme

L'ère du doute

La commission onusienne s'interroge sur son efficacité

Genève (AFP) — Les nouveaux conflits sont les plus attentatoires aux droits de l'homme et il y a là pour nous une oeuvre immense et urgente à accomplir, a déclaré hier à Genève le secrétaire général de l'ONU, plaidant pour une «véritable diplomatie des droits de l'homme».

M. Boutros Boutros-Ghali ouvrait la 52^e session de la commission des droits de l'homme qui réunit pour six semaines les représentants de 53 gouvernements et des dizaines de militants d'organisations non gouvernementales. Burundi, Nigeria, Chine, Zaïre, Afghanistan, Rwanda, Iran, Tchétchénie, Yougoslavie, Cuba sont les plats de résistance de cette session.

Une journée spéciale est envisagée sur le Burundi, en proie à un «génocide au compte-gouttes», selon un rapporteur spécial de la commission.

Le Nigeria est aussi dans le collimateur après la récente exécution de l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de huit autres opposants, mais l'on s'attend à ce que de nombreux pays africains s'opposent à une condamnation.

Contestée pour ses maigres résultats, la lourde machinerie de la Commission est avant tout un forum sans équivalent pour les ONG qui tentent de clouer au pilori les États dont elles révèlent souvent les infractions.

Mais cette année encore on s'attend à d'intenses marchandages diplomatiques entre des États qui tentent de ménager intérêts et conviction.

La commission des droits de l'homme est «un véritable laboratoire d'expériences et d'idées», a pourtant souligné le secrétaire général. Il a précisé que l'ONU a étendu sa protection aux enfants, aux handicapés, aux malades mentaux, aux personnes emprisonnées ou victimes de disparition forcée, aux travailleurs migrants et aux peuples autochtones.

Les Nations unies doivent faire face à des guerres civiles, à des partitions, à des sécessions, à des affronte-

ments ethniques et à des luttes tribales avec des cessez-le-feu précaires et des trêves aléatoires, a-t-il rappelé.

Il faut une véritable diplomatie des droits de l'homme et celle-ci apparaît clairement aujourd'hui dans les mandats confiés aux forces de maintien de la paix, a-t-il précisé.

Cette diplomatie transparaît aussi dans l'action des Nations unies en faveur du développement, a-t-il ajouté, citant les conférences du Caire sur la population et du développement social à Copenhague ainsi que celle sur l'habitat qui doit se dérouler à Istanbul.

À l'heure d'économies budgétaires draconiennes entreprises par l'ONU, la session est saisie par le doute sur son coûteux mode de fonctionnement et son efficacité à améliorer concrètement le sort des populations qu'elle défend, reconnaissent hier certains délégués. La commission n'a pas de vrai pouvoir en dehors de commander des enquêtes, adopter des recommandations et élaborer des instruments internationaux plus ou moins respectés.

Abandonner le «rituel»

De nombreux pays du tiers monde et les pays asiatiques, forts de leur nouveau poids économique et politique, contestent en outre désormais l'essence même d'un débat qui, disent-ils, reflète les préjugés et les stéréotypes culturels et politiques des Occidentaux.

Vendredi, le principal responsable de l'ONU sur la question, le Haut commissaire aux droits de l'homme José Ayala Lasso, avait invité la commission à abandonner son «rituel» annuel consistant à adopter des dizaines de résolutions (93 en 1995) qui ne servent à rien de concret.

«S'il s'agit de points importants, il faut les traiter en adoptant une attitude qui doit déboucher sur l'action. La reproduction année après année de résolutions n'est pas la meilleure manière de travailler», avait-il lancé.

Délit d'opinion dans le monde arabe

Paris (AFP) — Plus de 45 000 personnes sont détenues pour leurs opinions dans le monde arabe et en Israël, a indiqué hier à Paris la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) à l'issue d'un séminaire regroupant plusieurs responsables de ligues des droits de l'homme dans le monde arabe.

L'Égypte, l'Algérie et la Syrie figurent en tête de liste des pays où les détenus politiques sont les plus nombreux alors qu'«une situation d'exception, ou d'état d'urgence continue de sévir dans une dizaine de pays arabes», selon le président de la FIDH.

L'Égypte, dont les autorités sont en lutte contre les intégristes islamistes, «compte 16 708 prisonniers d'opinion, dont 7891 ont été détenus de façon intermittente au cours des trois dernières années», a indiqué Najad Al Buraï, secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme.

L'Algérie, où la violence est devenue endémique depuis quatre ans, le nombre de détenus politiques est «au minimum de 7000», selon le vice-président de la FIDH, Haytham Manna.

En Syrie, «il y a encore 2700 prisonniers d'opinion (Syriens, Palestiniens et Libanais) dont 500 ont été condamnés par le tribunal de sûreté de l'État, les autres n'ayant pas été déferés devant la justice», selon Haytham Manna qui est également président des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme (CDF) en Syrie.

Évoquant enfin les multiples difficultés auxquelles se heurtent ses militants, la FIDH a appelé à l'instauration «dans les plus brefs délais d'une protection internationale des défenseurs des droits de l'homme». Elle a demandé à la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies — dont la 52^e session s'ouvre aujourd'hui à Genève — de «nommer un rapporteur spécial sur cette question».

Manœuvres aéro-navales dans le détroit de Formose

L'armée taïwanaise bombe le torse

Pékin et Taïpeh ont décidé d'évacuer plusieurs petites îles du nord du détroit de Taïwan où devait commencer hier de nouvelles manœuvres militaires chinoises qui ont été retardées à cause du mauvais temps. La troisième série de manœuvres se déroulera alors que les États-Unis renforcent leur présence militaire près de Taïwan pour montrer qu'ils pourraient intervenir au cas où le régime communiste attaquerait l'île nationaliste. Quant à l'armée taïwanaise, elle affiche sa force et sa détermination devant les journalistes étrangers.

Hsinchu (AFP) — «Nous avons les moyens de résister à une agression», proclame le général Kao An-kuo, qui montre d'un geste large son unité de blindés à une centaine de journalistes étrangers.

Pour gagner la guerre des nerfs que se livrent la Chine et Taïwan, les médias sont importants et Taïpeh l'a compris.

Aussi, trois jours après que la Chine eut diffusé sur les chaînes de télévision le lancement de missiles sol-sol du type de ceux qui sont tombés au large des ports de Taïwan, les autorités de l'île ont ouvert toutes grandes les portes d'une brigade blindée à la presse étrangère dans le but de lui montrer un exercice combiné entre l'infanterie et une compagnie de blindés.

«Nous nous trouvons actuellement dans une situation

grave. Nous devons donc montrer nos capacités [militaires]», ajoute l'officier supérieur de la Brigade Blindée Hukou, engoncé dans son treillis, sans esquiver le moindre sourire.

La météo est exécrable et le champ de manœuvres situé à proximité de la ville de Hsinchu, à 130 km au sud de Taïpeh, est devenu un énorme bourbier dans lequel s'enlèvent les camions de transport militaire ou ont été entassés les visiteurs étrangers.

Après une rapide présentation du matériel au son d'une fanfare militaire, les blindés prennent position. Les soldats qui claquent des dents sous la pluie froide ajustent le tir de six canons motorisés de 110 mm.

Puis le signal est donné. Les ordres sont hurlés.

17 chars de fabrication américaine M48H partent à l'assaut de collines où sont censées se trouver les positions ennemies. Crachant d'épais nuages de fumée blanche pour dissimuler leur position exacte, les blindés font un bruit d'enfer. Leurs mitrailleuses sur la tourelle crépitent.

A quelques dizaines de mètres, des lance-roquettes motorisés tirent en réel et les explosions sourdes retentissent quelques secondes plus tard, alors que des gerbes de boue montent dans le ciel au loin. Une vingtaine de blindés légers sont là pour participer à la mise en scène.

120 fantassins se lancent au combat simulé. Certains ont tout juste 20 ans et viennent de commencer leur service militaire obligatoire de deux ans.

«Avez-vous peur des Chinois en face?» Le jeune soldat sous son énorme casque répond presque sans hésiter. «Non. J'ai confiance car je sais que s'ils attaquent, nous pouvons nous défendre», dit-il. Mais son regard trahit une certaine appréhension.

Le porte-parole du ministère de la Défense, le général Kung Fan-ting, est là aussi pour s'efforcer de rassurer ceux qui pourraient encore douter dans les rangs de la presse. «Nous sommes déterminés et nous avons confiance». Mais lorsqu'on lui fait remarquer qu'en face aussi, les forces armées peuvent être déterminées, aucune réponse ne vient.

L'armée chinoise est la plus grande du monde quantitativement avec trois millions d'hommes contre seulement 400 000 à Taïwan.

Mais le Pentagone estime que l'Armée populaire de libération de la Chine continentale n'aurait pas les moyens de réaliser une opération de débarquement massif sur les côtes de Taïwan pour envahir l'île.

Cette opinion est partagée par le général Kao. «Ils ont des chars lourds, mais il leur faudrait d'abord traverser le détroit de Taïwan pour les transporter ici, et ça, ce serait assez difficile!», dit-il.

Hier, les mauvais temps dans le détroit a empêché l'armée chinoise de commencer une nouvelle série de manœuvres. Celles-ci doivent durer jusqu'au 25 mars, soit le surlendemain de la première élection présidentielle au suffrage universel à Taïwan, samedi.

«S'ils
attaquent,
nous
pourrions
nous
défendre.»

• LES SPORTS •

Mondiaux de patinage artistique

Stojko pour le triplé

Edmonton (AFP) — Le Canadien Elvis Stojko tentera de suivre la trace de son compatriote Kurt Browning. A partir de ce soir, Stojko vise en effet un troisième titre mondial consécutif de patinage artistique, triplé réalisé par son illustre prédécesseur.

«Il lui suffit de canaliser l'émotion et l'enthousiasme du public et se laisser porter. Connaissant Elvis, il en est capable...», assure Browning, l'homme qui a inauguré en son temps le quadruple saut.

Stojko tente pourtant de minimiser la situation afin d'éviter la pression qu'elle impose. Surtout après sa deuxième place à Paris derrière Alexei Urmanov, ce Russe qui l'avait privé de l'or olympique à Lillehammer.

«Si l'on est obnubilé par la victoire, on a de grandes chances de se planter. Il faut avant tout se concentrer sur ses propres atouts et en tirer l'explicite-t-il. Une petite faute et tout espoir s'envole. Il y a beaucoup de vainqueurs potentiels.»

Urmanov constituera la plus forte menace malgré le parcours en dents de scie qu'il a connu depuis son sacre olympique. A la finale des Champions, le Russe a séduit le public parisien et surtout les juges européens, très friands de son style plus classique, et s'est replacé dans la course mondiale.

Son compatriote Ilya Kulik surprend par ses exploits athlétiques mais pêche dans le domaine artistique, tandis que l'Ukrainien Viacheslav Zagorodniuk, étoile annoncée qui n'a pas tenu les promesses, semble replacé sur les bons rails.

Après Stojko, le Français Philippe Candeloro sera l'autre favori des cœurs. Mais son style flamboyant ne trouve pas toujours un écho favorable auprès des juges, sans compter une cheville douloureuse et des rumeurs de tension avec son entraîneur...

Sans réputation mondiale, l'Américain Rudy Galindo peut accéder au podium s'il patine comme il l'a fait pour conquérir le titre américain. Quant à son compatriote Todd Eldredge, vice-champion du monde, il reste l'un des patineurs les plus réguliers.

Les équipes russes devraient logiquement dominer le concours de danse de Grischuk-Platov, tenants du titre, et Krylova-Ovsianikova. Voir en couples avec Shishkova-Naurinov et Kazarova-Dmitriev.

Houle n'a pas lancé l'éponge

La visite des Sabres active la machine à rumeurs

GUY ROBILLARD PRESSE CANADIENNE

Beaucoup moins cachottier que son prédécesseur Serge Savard, Réjean Houle a répété, hier, qu'il souhaite toujours mettre la main sur un défenseur gaucher expérimenté avant la date limite des échanges demain. Et Garry Galley, a-t-il reconnu, correspond au profil du joueur recherché.

Le directeur général du Canadien avait la chance de le voir à l'œuvre, hier, puisque les Sabres de Buffalo étaient les visiteurs au Centre Molson.

Galley est un Montréalais d'origine qui a suivi sa famille à Ottawa à l'âge de 13 ans, quand son père, qui travaillait alors avec le juge de lignes Gérard Gauthier, a perdu son emploi à la General Electric. Il a beau affirmer qu'il est toujours un joueur des Sabres et qu'il ne peut spéculer sur son avenir, on se doute qu'il reviendrait en courant évoluer pour une meilleure équipe dans une ville où il a encore de la famille et qui n'est pas loin de la résidence familiale.

«Je suis un vétérin qui peut faire un peu de tout et je pourrais être un candidat intéressant pour une équipe qui

veut connaître de bonnes séries», a-t-il reconnu, hier midi.

«Et combien de joueurs ont porté l'uniforme des Bruins de Boston et du Canadien?», a-t-il questionné plus tard.

Galley, qui aura 33 ans en avril, affirme avoir joué son meilleur hockey au cours des dernières années, après des débuts difficiles à Los Angeles et Washington. Cette saison, sa fiche était avant le match d'hier de 10 buts et 47 points en 65 matchs.

Houle a admis qu'il y a beaucoup de discussions entre directeurs généraux et que plusieurs noms circulent.

Lui-même est intéressé à améliorer son équipe, mais sans toucher à son noyau de joueurs, qui lui plaît beaucoup. Comme il compte sur une équipe très jeune, il se dit prêt à céder un ou des choix de repêchage, «mais bien des équipes veulent des joueurs tout de suite...»

«L'atmosphère est très bonne. On joue comme on le faisait quand je suis arrivé avec l'équipe, dit-il du Canadien. On a le talent nécessaire pour gagner si l'on joue bien défensivement, en équipe. A l'attaque, on pourrait avoir 20 marqueurs de 20 buts. On a une très bonne équipe offensive.

«Je ne cherche pas à améliorer mon attaque», a précisé Houle, tout en laissant une porte ouverte: «Mais si une équipe nous fait une offre qui peut nous aider...»

Houle a bel et bien discuté de Wendell Clark avec les Islanders de New York, «mais nous n'avons pas fait d'offre ferme, a-t-il précisé, parce que leurs demandes étaient trop élevées».

Odelein soulagé

Le défenseur Lyle Odelein du Canadien a évité une suspension pour son geste à l'endroit de Darren Langdon lors du match de samedi contre les Rangers de New York.

Odelein a été expulsé du match en première période pour avoir tenté de donner un coup de tête à son rival. En fait, le défenseur du Canadien n'a toutefois jamais atteint Langdon.

Houle a montré une reprise vidéo de l'incident filmée d'un angle différent de celui que possède la Ligue. Ce film montre clairement qu'Odelein n'a pas touché Langdon.

Burke a jugé que la pénalité de cinq minutes pour tentative de blesser imposée à Odelein était une sanction suffisante.

Musil et les Sénateurs s'entendent

Le gardien Damian Rhodes est élu le joueur de la semaine

Ottawa (PC) — Le défenseur Frank Musil a parachevé une nouvelle entente de plusieurs saisons avec les Sénateurs d'Ottawa, hier, 24 heures après que son agent eût été mis à la porte du bureau du directeur général Pierre Gauthier.

Musil, âgé de 31 ans, en est à sa 10e saison dans la Ligue nationale et son nom a circulé dans plusieurs rumeurs d'échange ces dernières semaines. Plusieurs équipes à la recherche d'un défenseur fiable auraient démontré un intérêt.

Dimanche, l'agent Rich Winter s'était plaint d'avoir été mis à la porte du bureau de Gauthier alors qu'ils tentaient tous les deux de conclure une entente.

Le vétérin Musil est considéré comme un leader dans le vestiaire, surtout pour ses jeunes compatriotes tchèques Stan Neckar, Yaroslav Mo-

dry, Radek Bonk et le Slovaque Pavol Demitra.

Les Sénateurs n'ont pas dévoilé les détails du nouveau contrat de Musil. Mais il jouerait la saison prochaine avant de devenir dépêqueur pour les Sénateurs en 1998 et 1999.

Deux blanchissages

Par ailleurs, le gardien Damian Rhodes, qui a signé trois victoires, dont deux par blanchissage, a été choisi le joueur de la semaine dans la Ligue nationale.

Rhodes a d'abord remporté une victoire de 4-1 aux dépens des Stars de Dallas, puis il a réalisé deux jeux blancs consécutifs contre les Canucks de Vancouver et le Lightning de Tampa Bay. Il a repoussé 33 tirs dans un gain de 2-0 face aux Canucks, puis il a blanchi le Lightning 5-0 après avoir fait face à 30 tirs.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Dimanche		Les meneurs		
Équipe	Score	(Parties d'hier non comprises)		
		B	P	Pts
Tampa Bay @ Ottawa	5	Lemieux, Pit	57	79
Dallas 1 Washington	2	Jagr, Pit	56	75
Vancouver 2 Toronto	4	Forsberg, Col	27	77
Islanders 1 Chicago	5	Sakic, Col	43	60
Calgary 2 Detroit	4	Francis, Pit	24	79
New Jersey @ Florida	3	Mogilny, Van	53	44
San Jose 2 Philadelphia	8	Selanne, Ana	36	60
St. Louis 1 Anaheim	5	Lindros, Phi	42	52
Edmonton 1 Colorado	8	Messier, Ran	43	50
Hier		Gretzky, STL	19	73
Tampa Bay @ Hartford		Weight, Edm	23	66
Buffalo @ Montréal		Kariya, Ana	40	47
San Jose @ Boston		Flury, Cal	39	43
St. Louis @ Los Angeles		Fedorov, Det	30	52
Ce soir		Yzerman, Det	34	46
Edmonton @ Rangers		Toronto @ Detroit	33	46
Ottawa en Florida		Islanders @ Philadelphia	38	40
Toronto @ Detroit		Anaheim @ Washington	31	47
Islanders @ Philadelphia		Colorado @ Vancouver	42	35
Anaheim @ Washington				
Colorado @ Vancouver				

CONFÉRENCE DE L'EST

Section Nord-Est		Section Centrale	
Équipe	Score	Équipe	Score
Pittsburgh	69	x-Detroit	68
Montréal	68	Chicago	70
Boston	68	St. Louis	69
Hartford	67	Winnipeg	69
Buffalo	69	Dallas	69
Ottawa	67		

CONFÉRENCE DE L'OUEST

Section Atlantique		Section Pacifique	
Équipe	Score	Équipe	Score
Rangers	69	y-Colorado	70
Philadelphia	68	Vancouver	71
Florida	69	Calgary	69
New Jersey	69	Anaheim	69
Tampa Bay	68	Edmonton	69
Washington	69	Los Angeles	71
Islanders	68	San Jose	71

Un an après le retour de Michael Jordan

Sourire et passions retrouvés

Washington (AFP) — Lorsqu'il avait quitté le basket en octobre 1993, Michael Jordan était triste et en manque de challenge. Un an après son retour, le 19 mars 1995, il a retrouvé la joie de vivre et la passion du jeu, rêvant d'un quatrième titre de la NBA avec ses Bulls de Chicago.

Avec trois couronnes, sept titres de meilleur marqueur et deux médailles d'or olympique en poche, Jordan avait perdu la flamme pour la NBA. De plus, l'attention générale était plus concentrée sur ses virées dans les casinos et le meurtre de son père que sur ses exploits athlétiques.

Il a tenté alors de trouver refuge dans le baseball, assouvisant au passage un rêve d'adolescent, mais s'est vite aperçu qu'il ne maîtriserait jamais la petite balle blanche comme le ballon.

«Je suis plus détendu que jamais», affirme aujourd'hui le nouveau Jordan tout sourire. Tellement relax qu'il s'est permis de taquiner le jeune Anfernee Hardaway, lui baissant son short lors de la présentation du match des étoiles et savourant comme un môme sa propre plaisanterie.

«Je pense être au sommet de mon jeu», affirme-t-il sérieusement. «J'ai retrouvé tous mes automatismes, mes stats le prouvent. J'en suis d'autant plus fier que j'ai travaillé dur pendant l'été pour être où j'en suis.»

Après un retour en demi-teinte face à Indianapolis et une sortie sans brio des éliminatoires face à Orlando, Jordan a profité de chaque minute de l'intersaison pour gravir toutes les marches de son retour au sommet.

Il a repris sa place de leader au sommet des meilleurs marqueurs et les Bulls dominent sans partage la saison (57 victoires, sept défaites) et sont sur des bases records.

De quoi impressionner tout le monde et particulièrement ses pairs. «Je suis impressionné par son intensité pour quelqu'un qui fut longtemps éloigné du jeu», concède George Karl, entraîneur des Supersonics de Seattle. «On a même l'impression qu'il est plus impliqué que jamais.»

«Il a été incroyable depuis le début de la saison», renchérit David Robinson, tourelle de San Antonio qui partage avec Jordan l'aventure olympique de Barcelone. «Je ne sais pas s'il a peur d'être dépassé par les jeunes ou de commettre une erreur, mais son intensité défensive est tout simplement fabuleuse.»

«Mentalement, je suis meilleur qu'avant. Physiquement, je n'ai peut-être pas la même vivacité, mais ce sport est plus mental que physique. Je sais comment compenser et j'ai toujours les mêmes avantages qu'avant.»

Pour couronner le tout, le «maître des airs» profite d'une popularité au moins aussi forte qu'aux plus beaux jours. Les taux d'audience sont montés en flèche depuis son retour et ses revenus publicitaires sont passés de 30 à plus de 40 millions \$ par année...

TÉL.: 985-3344 AVIS PUBLICS FAX: 985-3340

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE LONGUEUIL, COUR MUNICIPALE ST-BRUNO, NO: 93-003998. VILLE DE ST-BRUNO DE MONTARVILLE. Partie demanderesse, vs. ROCH REMILLARD. Partie défenderesse. Le 29 mars 1996 à 10h00, au 179, CURSON, ST-LAMBERT, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de: ROCH REMILLARD, saisis en cette cause, consistant en: 1 Télévision Hitachi et acc.; 1 ordinateur comprenant: 1 clavier

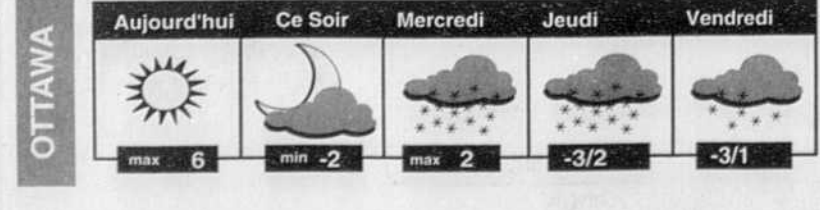
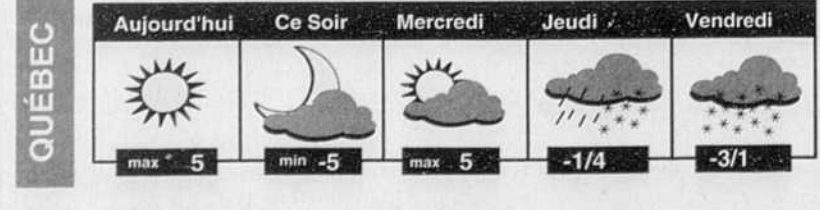
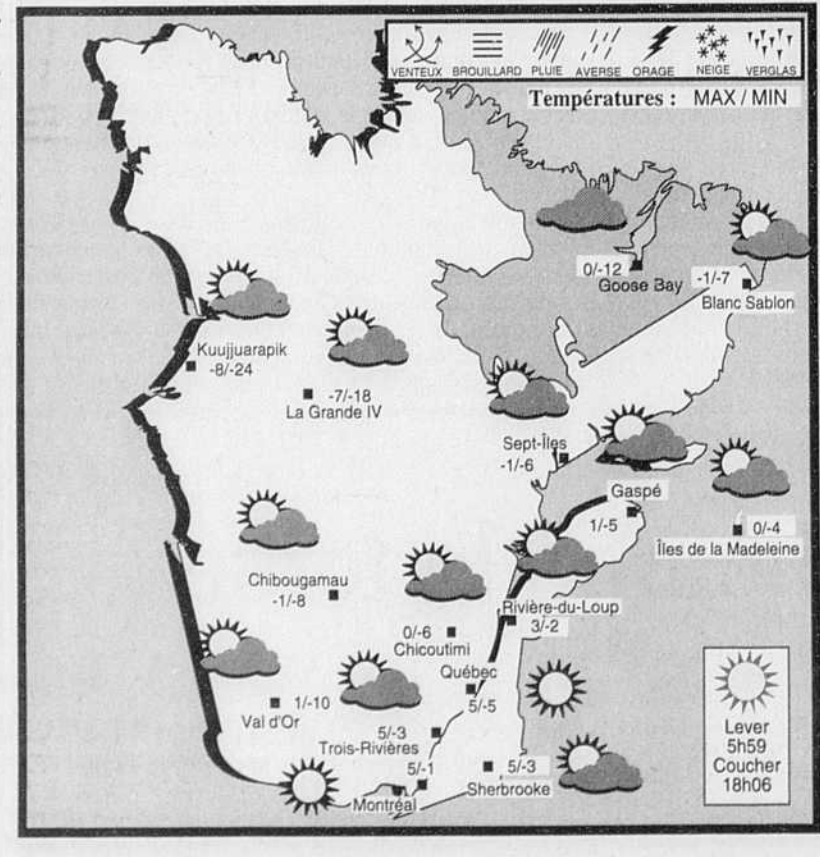
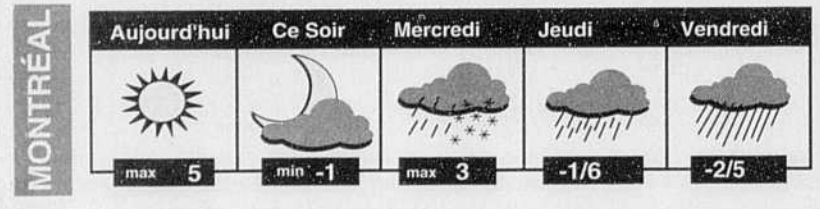
Electrohème et acc.; 1 ordinateur comprenant: 1 écran Hyundai HCM 4025 VGA. Et divers autres items. Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: MAURICE GAUCHER, Huissier du district de Longueuil. (514)465-4650. GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR SUPÉRIEURE, NO: 500-12-092660-806. JOSEÉ PAQUIN, Partie demanderesse, vs. SUCCESSION YVES LAUZON, Partie défenderesse. Le 29 mars 1996 à 10h00, au 3332, ALEXANDRIA, ST-HUBERT, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de: SUCCESSION YVES LAUZON, saisis

en cette cause, consistant en: 1 Automobile de marque Buick Electra 380, verte et acc. Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: MARIO LACASSE, Huissier du district de Longueuil. (514)465-4650. GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR MUNICIPALE DE SAINT-LÉONARD, NO: 0600-17705, 0012-81070, 0012-44530, 95C1-09094, 0012-50674. - BREF D'EXECUTION - LA VILLE DE ST-LEONARD, Partie Demanderesse, vs. SCALI JOSEPH, Partie Défenderesse. Le 1er jour d'avril 1996, à 12h00, au 6700, LOUIS SICARD, ST-LEONARD, Qc, district de Montréal, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de: SCALI JOSEPH, saisis en cette cause, consistant en: 1 Automobile de marque Dodge modèle 2000, 1989. Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: GIUSEPPE VITALE, huissier du district de Montréal, MACERA & ASSOCIES, HUISSIERS, 514-949-0979, FAX: 849-7018, 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2Y 1K9.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA



Météo - neige 1 900 451-4199 95c/minute

Environnement Canada La météo à la source

Avis public

Ville de Montréal

Service du greffe

Règlements

Avis est donné que le Conseil municipal, à son assemblée du 12 février 1996, a adopté les règlements suivants:

96-024 Règlement autorisant un emprunt de 12 814 971,34 \$ pour dépenses en capital.

96-025 Règlement autorisant un emprunt de 267 960,36 \$ pour dépenses en capital.

Montréal, le 19 mars 1996

Le greffier, Léon Laberge

appel d'offres

Gouvernement du Québec Conseil du trésor Services gouvernementaux

RÉFECTION DU MOBILIER MÉTALLIQUE

Le Directeur général des achats, par l'entremise du Fonds des Services gouvernementaux, requiert des soumissions pour la réparation et la réfection du mobilier métallique des ministères, des organismes publics et de certains établissements des réseaux de la santé et de l'éducation de l'agglomération urbaine de Québec.

OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Les documents d'appel d'offres seront disponibles à compter du 19 mars 1996 à l'adresse suivante:

Fonds des Services gouvernementaux Bureau des appels d'offres Edifice Cyrille-Duquet 1500-H, boul. Charest Ouest 1^{er} étage, local 1.12 Sainte-Foy (Québec) G1N 4T5 Pour information: M^{me} Lise Morin, tél. (418) 643-5438

PRIX DES DOCUMENTS

Un montant de 20 \$ non remboursable, en argent comptant ou sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre du: Fonds des Services gouvernementaux.

RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse indiquée plus haut avec la mention prévue aux documents d'appel d'offres, au plus tard le 2 avril 1996, 15 h, heure en vigueur localement. L'ouverture des soumissions s'effectuera à la salle 1.12 de cette même adresse, sera publique et suivra la date et l'heure limites fixées pour le dépôt des soumissions.

FOURNISSEURS ADMIS À PRÉSENTER UNE SOUMISSION

Seuls sont admis à présenter une soumission, les fournisseurs possédant les qualifications requises, ayant un établissement au Québec et exerçant les activités de réparation et de réfection de mobilier métallique depuis au moins une année.

GARANTIE DE SOUMISSION

Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission:

- au montant forfaitaire de six mille dollars (6 000 \$) si la garantie est sous forme de cautionnement, ou
- au montant forfaitaire de trois mille dollars (3 000 \$) si la garantie est sous forme de chèque visé ou sous une autre forme prescrite aux documents d'appel d'offres.

Le Directeur général des achats ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Toute information relative à cet appel d'offres peut être obtenue auprès de M. Roger Lamontagne au numéro de téléphone (418) 644-1595.

Le directeur général des achats, Michel Gagnon, ing.

Québec

VENTES EN JUSTICE

Conditions et renseignements

- Les ventes judiciaires ont lieu aux adresses ci-dessous mentionnées.
- L'enchérisseur doit en payer le montant immédiatement et en argent comptant ou chèque visé.
- Il est préférable de téléphoner au bureau de l'officier instrumentant le matin de la vente en cas d'annulation.

La Chambre des huissiers du Québec

Information: GIUSEPPE VITALE, huissier du district de Montréal, MACERA & ASSOCIES, HUISSIERS, 514-949-0979, FAX: 849-7018, 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2Y 1K9.

VILLE DE MONTRÉAL-NORD

APPEL D'OFFRES

RÉFECTION DE PAVAGES ET TROTTOIRS

Des soumissions dans des enveloppes scellées portant inscription: «SOUMISSION - REFECTION DE PAVAGES ET TROTTOIRS - CONTRAT NO 594» adressées au bureau du greffier à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord seront reçues jusqu'à seize heures trente (16 h 30), le mardi 9 avril 1996 pour les travaux suivants:

CONTRAT NO 594: Pulvérisation et stabilisation de pavages, réfection de pavages et reconstruction de trottoirs sur diverses rues de la Ville. (Quantités approximatives: 29 000 m² de pavages et 4 700 m² de trottoirs et bordures)

Ne seront considérées que les soumissions préparées sur les formulaires fournis par le Directeur du Génie de la Ville. Ces formulaires de même que les plans et cahiers des charges seront obtenus au bureau du Chef de la Division de l'Approvisionnement, monsieur Yvon Ménard, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, 424, rue de Charlevoix, moyennant un dépôt de cinquante (50 \$) dollars en argent ou un chèque visé. Ce montant sera remboursé aux soumissionnaires dès qu'ils auront retourné les plans et cahiers des charges en bon état, dans les dix (10) jours qui suivront la date de l'ouverture des soumissions. Veuillez noter que les heures de bureau sont les suivantes: 8 h 30 à midi et 13 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi. Les bureaux seront également fermés vendredi Saint le 5 avril 1996 ainsi que le lundi de Pâques le 8 avril 1996.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission au montant de 10% de la valeur totale de la soumission. Si un cautionnement de soumission est fourni, celui-ci devra être accompagné de lettres garantissant l'émission d'un cautionnement d'exécution et d'un cautionnement pour gages, matériaux et services.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et ce, sans obligation d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

Lesdites soumissions seront ouvertes à une assemblée du conseil le 9 avril 1996 à vingt heures (20 h) à la Salle des Délibérations, 11155, avenue Hébert, Montréal-Nord.

Donné à Montréal-Nord le 19 mars 1996

Me Héloïse Simoneau LE GREFFIER

LE DEVOIR

CULTURE

THÉÂTRE

Théâtres du Monde en avril et mai à Montréal

Ça y est! Québec et Montréal ont conclu un pacte! Le Carrefour international de théâtre qui se tiendra à Québec du 8 au 21 mai aura un écho montréalais dont est responsable le Festival de théâtre des Amériques (FTA), sous le nom de *Théâtres du Monde*. Il faut se réjouir du fait que les directions de ces deux festivals bisannuels aient trouvé le moyen de s'entendre. Même s'il est évident qu'il y a la nécessité à fait loi. Les coûts élevés de spectacles étrangers — d'autant plus quand ceux-ci sont signés par des noms prestigieux — les rendent prohibitifs aux budgets modestes de nos festivals de théâtre. En s'associant, le Carrefour et le FTA rendent possible la venue dans les deux villes de productions qui ont fait leur marque ailleurs dans le monde.

À Montréal, donc, le FTA présentera deux spectacles tirés de la programmation du Carrefour, auxquels on a ajouté une production britannique qui, elle, sera passée par le World Stage de Toronto. Ainsi, du 24 au 27 avril au cinéma Le Rialto, la comédienne Fiona Shaw donnera en solo l'intégrale de *The Waste Land*, le fameux poème de T. S. Eliot, sous la direction de Deborah Warner, considérée comme l'un des grands metteurs en scène de Grande-Bretagne. Ce sera ensuite au *Tartuffe* mis en scène par Benno Besson d'occuper le théâtre Denise-Pelletier, du 15 au 18 mai. Benno Besson, qui a commencé sa carrière au Berliner Ensemble avec Brecht, est un metteur en scène qui a le sens aigu du rythme et de l'invention scéniques, comme on a pu le constater avec son travail éblouissant sur *L'oiseau vert*, de Gozzi, qu'avait présenté la Nouvelle Compagnie théâtrale en 1985. On annonce que son *Tartuffe* fouille, dans le style de la farce, la relation problématique d'Orgon au fief hypocrite — «le pauvre homme!». Rire et intelligence garantis.

Enfin, du 23 au 26 mai au Théâtre d'Aujourd'hui, la présentation d'*Oh les beaux jours* de Beckett sous la direction de Peter Brook, l'un des plus grands hommes de théâtre contemporains, est à marquer d'une pierre blanche. Brook, dont l'approche du jeu est synonyme de dépouillement et de lumineuse présence, a dirigé Natasha Parry — bouleversante Lioubov dans *La Cerisaie* qu'il a montée aux Bouffes du Nord en 1981 — dans le rôle de Winnie, en découvrant dans l'œuvre beckettienne, que l'on dit si noire, «poésie, noblesse, beauté, magie». Il en conclut: «Tout à coup ces mots suspects appartiennent de nouveau au théâtre.» Beckett lu par Brook — pour la première fois, d'ailleurs —, c'est la rencontre de deux géants du théâtre au XX^e siècle. À ne pas rater sous aucun prétexte.

Pour cette série *Théâtres du Monde*, le FTA offre, jusqu'au 5 avril seulement, un forfait à prix avantageux pour ceux qui souhaitent assister aux trois spectacles. On se renseigne sur



GILBERT DAVID

le prix des places à l'unité ou sur l'offre spéciale au (514) 842-0704.

Premières

■ Les représentations d'*Hedda Gabler*, d'Henrik Ibsen, dans la mise en scène de Lorraine Pintal, débutent ce soir au Monument National. La première aura lieu jeudi. Cette production du Nouveau Monde réunit les talents du dramaturge Normand Chaurette, responsable du texte français d'après une traduction littéraire de Sigrid Simonsen, de Raymond-Marius Boucher au décor, de François Barbeau aux costumes, de Guy Simard aux éclairages et de Catherine Gadouas à la musique. Outre Sylvie Drapeau qui, dans le rôle-titre, se mesure à l'un des personnages majeurs de la dramaturgie mondiale, la distribution comprend Denis Bernard, Germain Houde, Pierre Lebeau, Julie McClemens, Janine Sutto et Huguette Oigny. Avec une parolle affiche, faut-il ajouter que les attentes n'en sont que plus vives?

■ À compter du 21 mars, Le Boléro, une compagnie installée à Saint-Hyacinthe depuis 1989, présente à La Licorne *Tempête sur le pays d'Égypte*, un «récit pour le théâtre» de l'auteur français Pierre Laville, d'après la vie et l'œuvre de Tchekhov et Boulgakov, deux écrivains russes majeurs qui ont en commun d'avoir été médecins. Pierre Laville qui a, entre autres, dirigé la revue *Acteurs* — disparue en 1992 après son centième numéro —, écrit pour le théâtre depuis 1974, en plus d'avoir traduit notamment des pièces des Américains Mamet et Sheppard. Il a travaillé aux côtés de Jean-Marie Serreau et, plus récemment, auprès de Marcel Maréchal à Marseille. À ma connaissance, c'est la première fois qu'une de ses pièces est produite au Québec. Mario Borges signe la mise en scène de ce texte qui sera défendu par Hélène Mercier et Emmanuel Charest.

■ À La Petite Licorne, cette fois, le comédien et metteur en scène René Gagnon veut faire découvrir de courtes pièces de Lanford Wilson, un auteur américain né en 1937 et qui a débuté dans les petits théâtres off-off Broadway à partir des années soixante. *Un poster des galaxies* et *Une image de la lune*, deux pièces en un acte sur le thème de la culpabilité, traduites par José La Bossière, composent ce spectacle intimiste. Avec José La Bossière et Sylvain Scott. Les jeudis, vendredis et samedis à 22 h, du 21 mars au 13 avril.

Jana Sterbak reçoit le prix Ozias-Leduc

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

La Fondation Émile-Nelligan décerne son prix Ozias-Leduc 1996 à l'artiste montréalaise Jana Sterbak, célèbre pour sa «robe de viande», qui a fait scandale au début de la décennie.

Elle est la seconde récipiendaire de cette récompense attribuée tous les trois ans à un artiste des arts visuels et accompagnée d'une bourse de 25 000 \$. Le prix Ozias-Leduc a été décerné pour la première fois en 1992 au sculpteur Roland Poulin. La cérémonie en l'honneur de Jana Sterbak se déroulait hier soir, au Musée d'art contemporain de Montréal (MAC).

Jana Sterbak, qui est dans la jeune quarantaine, crée des sculptures et ses installations où s'entrecroisent les références littéraires, les contes populaires, les mythes médiévaux et une ferme volonté de critique sociale et de réflexion sur la condition humaine. Ses œuvres questionnent souvent le corps, ou plutôt le rapport entre le corps, l'art et la société. C'était le cas de *Vanitas: Robe de chair pour albinos anorexique*, l'assemblage de 23 kilos de bœuf 100 % canadien exposé au Musée des beaux-arts d'Ottawa, en 1991. Des politiciens s'étaient alors offusqués de cette «dépense inutile» alors que des Canadiens étaient affamés...

«[Son] art se laisse difficilement cantonner dans les termes courants de sculpture, d'installation, ou d'art vidéo», a pour sa part souligné le professeur d'histoire de l'art Laurier Lacroix, président du Jury de cette année. «Chacune des œuvres de Jana Sterbak est une expérience unique pour le spectateur, expérience qui provoque

des sentiments et des émotions qui ne nous quitteront plus, comme autant d'empreintes qui se fixent au plus profond de nous-même.»

Le professeur Constance Naubert-Riser, de l'UdeM, Yolande Racine, conservatrice du MAC et Charles S.N. Parent, collectionneur et mécène bien connu, siégeaient également sur le jury.

Jana Sterbak est née à Prague en 1955. Sa famille a émigré au pays en 1968 et s'est installée à Vancouver. La jeune Sterbak a visité puis adopté Montréal en 1973, où elle est vite devenue une des figures dominantes de cette génération d'artistes. De formation universitaire, elle obtient un baccalauréat en arts visuels de l'université Concordia, elle signe une œuvre où prédomine l'aspect théorique: elle a collaboré à la revue *Parachute*.

Jana Sterbak a participé à sa première exposition muséologique en 1982. Depuis, son travail a été relayé par de nombreux établissements, tant aux États-Unis qu'en Europe. Elle est rattachée à la Galerie René Blouin, de Montréal, depuis plus d'une décennie.

La Fondation Émile-Nelligan a été lancée en 1979 par le galeriste et collectionneur Gilles Corbeil, neveu du célèbre poète. La société sans but lucratif a d'abord créé le prix Émile-Nelligan, décerné à chaque année à un poète de moins de trente-cinq ans. Le nom du récipiendaire de 1996 sera d'ailleurs dévoilé aujourd'hui-même.

À sa mort, en 1986, M. Corbeil a légué sa fortune à la Fondation pour instaurer trois nouveaux prix, décernés tour à tour: le prix Gilles-Corbeil, doté d'une bourse de 100 000 \$, qui couronne une carrière littéraire; le prix Serge-Garant, en composition musicale, également doté d'une bourse de 25 000 \$; et ce prix Ozias-Leduc, évidemment.

Festival international du court métrage

Découvrir les cinéastes à travers leurs petits films

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Avant *La Haine*, Mathieu Kassovitz était hanté par les mêmes thèmes. Il y avait eu *Métis*, premier long métrage, mais on découvre encore un peu plus le jeune cinéaste français à travers ses courts, des petits films comme *Fierrot le Pou*, *Cauchemar blanc* et *Assassins*, souvent tissés de noir et blanc, avec fond de violence urbaine, lutte au racisme, et ce visage de Kassovitz qui joue aussi les interprètes (c'est fou comme il a des airs de Vincent Cassel, son acteur dans *La Haine*). Vous en jugerez vous-même de la semaine prochaine.

C'est la 4^e édition du Festival international du court métrage de Montréal, qui perdure contre vents et marées, malgré les compressions de Téléfilm et de la SODEC. Un budget de 250 000 \$, un nouvel apport de la CACUM et de la Ville de Montréal. Il faut dire que l'an dernier, l'événement avait augmenté de 40 % son auditoire, avec 7000 spectateurs. On en espère encore plus en 1996.

Le festival présentera à la Maison de la Culture Frontenac du 25 au 31 mars 179 films de 29 pays et on dévoilait hier sa programmation à la presse. Quelles est la couleur du cru de l'année? «Des films en général

plus longs», révèle le directeur du festival Bernard Boudal, en avouant d'ailleurs avoir triché pour présenter cette année quelques films de plus de 30 minutes... «Le court prend le long comme modèle quand ce devrait être l'inverse...»

On reprend les formules déjà éprouvées: Panorama Canada, quatre compétitions officielles. Et bien sûr les sections favorites, telle la très courue Longue nuit du Court qui se logera cette année à L'Impérial, avec programme plus fou que jamais, ainsi que les Courts des grands, œuvres brèves des réalisateurs éprouvés. Cette dernière section ouvre ses portes aux films de Gérard Krawczyk, Emir Kusturica, Don Siegel, Jaco Van Dormael, ainsi qu'au fameux et succulent premier court métrage de François Truffaut, *Les Mistons* dans lequel Bernadette Lafont faisait ses débuts. L'actrice est attendue à Montréal où elle présidera le jury international fiction-documentaire. Par ailleurs, un nouveau prix a été créé cette année. Il s'agit du prix Téléfilm Canada assorti d'une bourse de 5000 \$ qui sera décerné au meilleur court métrage canadien.

Chaque année, le festival rend hommage à une ville. Cette fois il s'agit de Sarajevo, pour des raisons évidemment politiques. 13 films et

vidéo, 3 programmes sur la mort d'une ville au quotidien.

Du côté des rétrospectives, pleins feux sur la Nouvelle Vague Française avec six fictions réalisées par les jeunes loups de la relève, Mathieu Kassovitz (*Fierrot le Pou*, *Cauchemar blanc* et *Assassins*), Pascale Ferran (*Un dîner avec M. Boy* et *La femme qui aime Jésus* et *Le Baiser*) et Cédric Klapisch (avec *Ce qui me meurt*).

Sept courts métrages du grand cinéaste italien Michelangelo Antonioni, réalisés entre 1943 et 1965 sont présentés, dont son tout premier, réalisé en 1943-44, *Gente del Po*.

Autre captivante rétrospective, celle consacrée aux quatre films d'animation du délirant Nick Park qui a raflé deux Oscars du court métrage avec ses merveilleuses figures de plastique animées pour *Creature Comforts* et *The Wrong Trousers*. Son dernier ne s'intitule *A Close Shave* et remet en scène de manière plus folle et désopilante que jamais le couple Wallace et Gromit.

Atelier-débat sur le court et le virage technologique du virtuel, rencontre entre cinéastes, matinales scolaires, Le Festival a un programme chargé. Cette année, en raison des compressions budgétaires, certaines séances seront tarifées. Renseignements: 872-7887.

EN BREF

DÉCÈS DU CINÉASTE RENÉ CLÉMENT

(AFP) — René Clément, un des plus grands cinéastes français d'après-guerre, est mort le 17 mars à la veille de son 83^e anniversaire dans le midi de la France, a-t-on appris lundi auprès de l'Académie des Beaux-Arts dont il était membre depuis 1986. Le réalisateur, né à Bordeaux le 18 mars 1913, est notamment l'auteur de *La bataille du rail*, son premier film tourné en 1945, de *La Belle et la Bête*, réalisé avec Jean Cocteau, *Jeux interdits* (1951), *Monsieur Ripois* (1954), *Gervaise* (d'après *L'Assommoir* de Zola, 1956), *Barrage contre le Pacifique* (1958), *Plein soleil* (1959) et *Paris brûle-t-il?* (1966). Il avait tourné son dernier film il y a une vingtaine d'années.

TVA CHIPE SON DG DES VENTES À LA SRC

Après avoir perdu plusieurs de ses hauts cadres, le réseau TVA peut se vanter d'avoir chipé à la Société Radio-Canada son directeur des ventes, M. Robert Trempe. Ce dernier prendra la chaise de M. Jean Durocher, qui a quitté TVA la semaine dernière pour se joindre au Groupe Québecor. M. Trempe, qui était à la SRC depuis 1986, devient vice-président des ventes et du marketing. Il entre en fonction le 9 avril prochain.

EMBAUCHES À LA SRC

Le service de nouvelles de Radio-Canada est à la recherche d'un rédacteur en chef pour l'émission *Montreal Ce soir*, présenté chaque soir de la semaine à 18h. Le directeur de la salle des nouvelles, M. Philippe Lapointe, occupe ce poste, à titre temporaire, depuis le départ de Mme Hélène Pichette, maintenant journaliste pour le magazine *Le Point*. La SRC est également à la recherche de trois reporters pour sa salle de nouvelles. Les postes sont affichés depuis jeudi dernier à Radio-Canada.

LE CIRQUE DU SOLEIL À BERLIN ET À VEGAS

(PC) — Le Cirque du Soleil s'établira en permanence dans un théâtre de Berlin dès l'an 2000. Construit aux coûts de 52 millions \$US, le théâtre pourra accueillir 1600 spectateurs. Conçu selon les spécifications du Cirque, le théâtre deviendra l'élément principal d'un vaste complexe immobilier de 850 millions \$. Le concept scénographique sera réalisé par la firme montréalaise Sceno Plus, en collaboration avec Michel Crête, scénographe attitré du Cirque du Soleil. Par ailleurs, le Cirque a aussi annoncé qu'un deuxième théâtre permanent à Las Vegas lui serait consacré dans un nouveau complexe hôtelier de 3000 chambres. L'investissement total de ce projet dépasse le 1,2 milliard.

ARCHITECTURE

Des musées futuristes pour l'Espagne

CLAUDE CASTERAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Madrid — L'Espagne, surtout connue dans le domaine architectural pour ses vestiges du passé, sera peut-être à l'avenir réputée pour ses musées futuristes, conçus par des architectes étrangers de renom dont certains ont également été chargés de rénover des bâtiments vétustes ou le centre historique de plusieurs villes.

Parmi ces grands professionnels figurent les Nord-Américains Richard Meier (Musée d'art contemporain de Barcelone) et Franck Gehry (musée Guggenheim de Bilbao), le Japonais Arata Isozaki (Maison de l'homme de La Corogne), le Portugais Alvaro Siza (Centre galicien d'art contemporain ou logements à Cadix) et l'Italien Aldo Rossi (Musée de la mer de Vigo).

«Chaque ville veut son Foster», écrit le journal madrilène *El País*, en référence à l'architecte britannique sir Norman Foster, qui a conçu les stations du nouveau métro de Bilbao, au pays basque.

«C'est bien pour la profession, mais il ne faudrait pas exagérer», estime Jaime Duro, président du collège des architectes espagnols, alors que les autorités (État, régions et villes) investissent dans ces opérations des dizaines de millions de dollars.

Le centre historique de Barcelone, qui a connu ces dernières années la rénovation la plus impressionnante de son histoire, abrite depuis la fin de l'an dernier le Musée d'art contemporain (le MacBa), édifice rectangulaire traversé verticalement

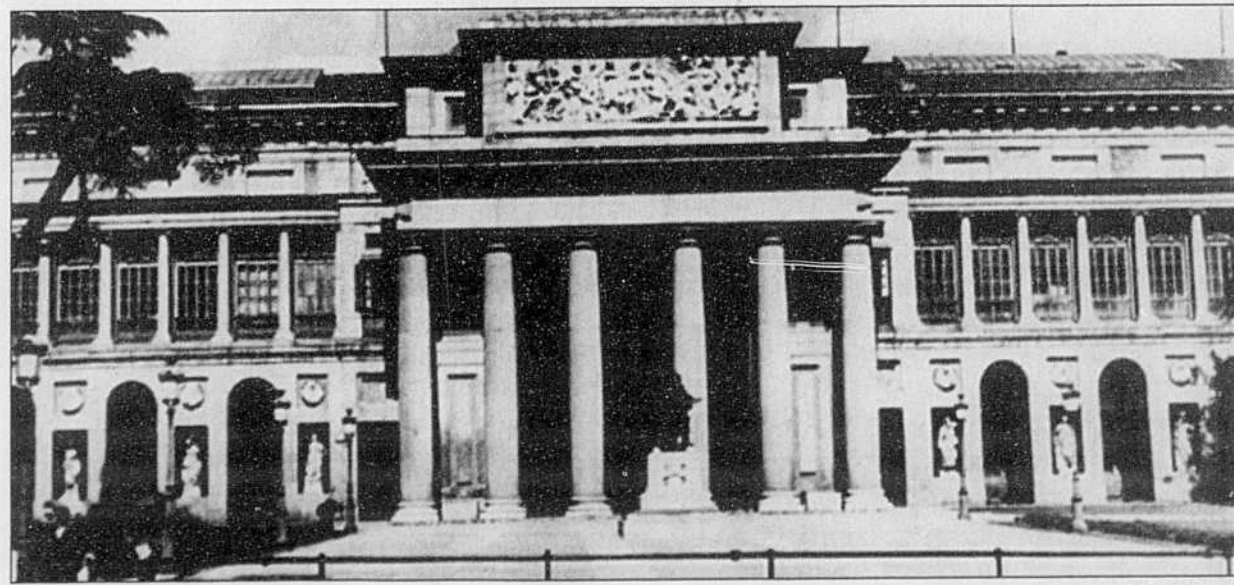


PHOTO ARCHIVES

À Madrid, les bâtiments du Prado — un des plus célèbres musées du monde — souvent vétustes, vont être modernisés et l'établissement sera repensé de fond en comble.

par une tour circulaire.

La Galice, au nord-ouest du pays, a eu pour cœur d'une région frappée par la crise industrielle, est un des projets les plus spectaculaires de la décennie. Ce musée, dont le coût est estimé à environ 100 millions de dollars, sera ouvert au public en 1997. Il accueillera au moins pendant 20 ans des œuvres de l'art contemporain provenant de la Fondation Guggenheim de New York.

La Galice, au nord-ouest du pays, est devenu une région en pointe dans ce secteur de l'urbanisme et de

l'architecture. Le maire de Saint-Jacques de Compostelle, M. Xerardo Estevez, architecte de profession, a voulu faire de sa ville une vitrine de l'architecture contemporaine, demandant à l'Allemand Josep Paul Kleihues de rénover le centre historique. Cette même ville abrite le Centre galicien d'art contemporain, inauguré l'an passé.

À la Corogne, la «Domus», centre scientifique interactif dont la façade donnant sur la mer évoque une voile gonflée par le vent, est la fierté de la ville. Cette Maison de l'homme est unique en Europe, estime la direction de l'établissement.

Dans d'autres régions, de ré-

centes réalisations méritent le détour comme le Musée d'art contemporain extrémadurien et latino-américain de Badajoz, ouvert en 1995, l'Institut d'art moderne de Valence, ou la Fondation Joan Miró à Palma de Majorque (Baléares).

Enfin, à Madrid, les bâtiments du Prado — un des plus célèbres musées du monde — souvent vétustes, vont être modernisés et l'établissement sera repensé de fond en comble. Il s'agit de relier plusieurs édifices actuellement dispersés et c'est tout un quartier de la capitale qui va être bouleversé par cet ambitieux projet pour lequel sont évidemment en lice de prestigieux bureaux d'études étrangers.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI

La Céleste
Bicyclette

de Roch Carrier
avec Albert Millaire

L'extraordinaire
Albert Millaire enfourche
sa béane volante pour
un magnifique
voyage dans
les étoiles.

Au Théâtre d'Aujourd'hui
du 16 au 28 avril, 20 heures
Les dimanches
21, 28 avril, 15 heures

LE DEVOIR CITE NEW LOOX Billeterie 282-3900